

l'Anticapitaliste

N°129 | OCTOBRE 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



FACE À LA CRISE CLIMATIQUE, L'URGENCE ÉCOSOCIALISTE



LES MANIFESTATIONS
CONTRE LE PASS SANITAIRE :
UN PREMIER BILAN



TRAN VAN THACH (1905-
1945), UNE PLUME CONTRE
L'OPPRESSION, DE CHAU TRAN



LE STADE JAKARTA DE L'IMPÉRIALISME :
INDONÉSIE 65, SINGULARITÉ ET
AMPLEUR D'UNE CATASTROPHE MODÈLE

Sommaire

ÉDITORIAL

Hélène Marra Une rentrée en clair-obscur **P3**

PREMIER PLAN

Laurent Ripart Les manifestations contre le pass sanitaire : un premier bilan **P4**

Thierry Labica Ken Loach exclu du Labour, « WTF » **P7**

Mariène Benquet Télétravail, chômage, réorganisation de la production : pandémie et effet d'aubaine **P10**

Maurice Spitz Pénurie de main-d'œuvre... ou de salaire ? **P12**

Karol Peralte Haïti : le passé hante le présent **P14**

DOSSIER

Commission nationale écologie du NPA

Face à la crise climatique, l'urgence écosocialiste **P18**

Dérèglement climatique : le constat alarmant du GIEC **P19**

Penser ensemble climat et biodiversité **P21**

Le nucléaire ne sauvera pas le climat **P24**

Énergies renouvelables : un enjeu essentiel **P26**

Quelle place pour l'écologie ? **P28**

LECTURES

Dominique Foulon *Tran Van Thach (1905-1945), Une plume contre l'oppression*, de Chau Tran **P31**

HISTOIRE

Lucien Sanchez À propos de la publication du texte de Trotsky « Les leçons de la Commune » **P33**

Thierry Labica Le stade Jakarta de l'impérialisme : Indonésie 65, singularité et ampleur d'une catastrophe modèle **P34**

FOCUS

Clara et Henri Benoits L'objectif du FLN le 17 octobre était de prouver que les masses étaient derrière lui **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
La tête du cortège de la jeunesse, manifestation et grève pour le climat de la jeunesse, Paris, 20 septembre 2019.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



Des grévistes avec leurs pancartes applaudissent et chantent après les prises de parole. Rassemblement sur le campus de Jussieu en soutien aux grévistes de la société de nettoyage Arc en Ciel. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://anticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Une rentrée en clair-obscur

PAR HÉLÈNE MARRA

C'est dans un contexte encore très marqué par la gestion capitaliste de la crise et par des conditions de travail et de vie de plus en plus difficiles que des salariéEs de la fac de Jussieu se sont dresséEs contre la toute-puissance du patronat.

En grève depuis la rentrée universitaire, les employéEs du sous-traitant du nettoyage Arc-en-ciel ont gagné le bras de fer avec la direction. Le numéro 10 du nettoyage, qui a presque doublé son chiffre d'affaires en 2020, est le promoteur d'une politique du travail indécemment devenue insoutenable. Et il ne s'agit certainement pas d'une exception. Cette surenchère est représentative de ce qui se passe dans de nombreuses entreprises qui, ont profité des subventions publiques pour augmenter sans cesse leurs taux de marge depuis 2019. Mais quand on tire trop sur la corde... elle se casse. Ces salariéEs de corvée, devenuEs conscientEs de leur rôle indispensable, gagnent pratiquement sur toute la ligne : suppression de la clause mobilité, paiement des heures supplémentaires, droits syndicaux, interdiction des licenciements...

L'unité et la persistance dans la grève a fini par payer et a obligé le patron à faire plusieurs pas en arrière.

UNE PETITE PERCÉE DE LUMIÈRE

Cela contribue à redonner confiance dans un moment où l'offensive patronale s'intensifie, accompagnée par l'envolée de l'inflation, l'augmentation des prix des biens de première nécessité (notamment l'énergie et les aliments) et les attaques répétées contre les acquis sociaux.

Dernier avatar du macronisme, la réforme du chômage se présente comme la pièce maîtresse d'une machine à détruire le droit du travail. La baisse des allocations, d'une grande violence sociale dans un moment de grande instabilité économique, va de pair avec la baisse des salaires (liée à la perte du pouvoir d'achat) et ouvre la voie aux stratégies de chantage patronal. Macron espère faire pression sur le camp des travailleurs et des travailleuses, les réduire au silence par les processus d'individualisation, dévalorisation et précarisation déjà en marche depuis des décennies. Cette situation est peut-être aussi à l'origine de la pénurie, quelque part paradoxale, de la main-d'œuvre qui semble s'annoncer à une échelle internationale.

Les travailleurs et les travailleuses sont confrontéEs à des contrats et à des conditions difficiles à accepter, ce qui pourrait déclencher de nouvelles confrontations.

Pour l'instant il s'agit de cas isolés que l'on espère voir se multiplier et converger vers des revendications communes mêlant indignation et détermination.

POUR UNE MOBILISATION DE MASSE

La date du 5 octobre devient alors une occasion pour réunir les forces et structurer la contestation du monde du travail. En souhaitant répéter le succès du 5 décembre 2019, la CGT, FO, la FSU et Solidaires ainsi que les organisations de la jeunesse appellent à l'action.

Pour nous, l'enjeu est de mobiliser la jeunesse et l'ensemble des salariéEs du secteur privé et du public, revendiquer une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail et d'études. La crise constitue une occasion pour lancer une énième attaque contre les droits des salariéEs. Il faut donc faire perdurer la tension et faire comprendre au pouvoir que nous ne resterons pas sans réagir face à ses offensives.

La façon dont nous avançons progressivement en construisant nos tunnels et nos galeries souterraines correspond à une volonté de percer le moment venu pour amplifier et radicaliser les luttes. C'est également dans cette optique que nous avons décidé d'occuper l'arène de la confrontation électorale. Nous nous invitons ainsi dans une campagne qui est conçue pour nous exclure et nous marginaliser.

Nous rassemblons toutes nos forces pour arracher un espace de parole et de visibilité qui, au-delà d'offrir une tribune, constitue aussi et avant tout un moyen pour modifier le rapport de forces

en faveur de notre classe et dynamiser le champ des luttes sociales. Cela se produit dans des conditions de débat détériorées où le discours politique est empoisonné par la lourde présence médiatique de l'extrême droite qui gangrène la société.

On sera là pour refuser radicalement sa banalisation, pour sonner l'alarme face au tournant autoritaire. On sera là pour proposer des solutions capables de répondre à l'urgence sociale, écologique et démocratique ; pour que la production, planifiée et mise sous le contrôle des travailleurs et des

travailleuses, réponde à des besoins fondamentaux et non pas à une course scélérate vers l'accumulation du profit.

On sera là pour défendre le partage du travail entre toutes et tous et contribuer à la construction d'un projet d'émancipation. Celui-ci ne pourra que partir de « ceux et celles d'en bas », de leurs capacités d'invention politique, de leur volonté de prendre leurs affaires en main et de ne pas se rendre à la fausse inéluctabilité d'une vie servile.

On sera là pour déclarer et montrer la possibilité d'un monde au-delà du capitalisme. □



Manifestation à l'appel des Tui contre les licenciements et la réforme de l'assurance chômage. © Photothèque Rouge / Martin Nada / Hans Lucas.

Les manifestations contre le pass sanitaire : un premier bilan

PAR LAURENT RIPART

Depuis plus de deux mois, des manifestations de masse ont lieu tous les samedis dans plus de 200 villes françaises, sur un seul mot d'ordre : non au pass sanitaire. Si ces manifestations s'inscrivent, par certaines de leurs caractéristiques, dans la continuité du cycle ouvert par les Bonnets rouges et les Gilets jaunes, elles présentent aussi des éléments originaux, dont l'analyse ouvre de nouveaux défis à la gauche radicale et révolutionnaire.

Au lendemain de l'annonce le 12 juillet 2021 par Macron de la mise en place du pass sanitaire, de premières manifestations ont eu lieu le 14 juillet, de manière très spontanée, par le biais des fils de discussion mis en place par les groupes de Gilets jaunes sur les réseaux sociaux. Pour être restées très localisées, ces manifestations ont pu réunir localement des cortèges importants, allant de quelques centaines de personnes (Nantes, Caen, Amiens...) à quelques milliers de manifestants (Toulouse, Lyon, Lille, Chambéry...). Ces premiers succès ont donné confiance à leurs organisateurs/trices, qui ont appelé sur les réseaux sociaux à de nouveaux rassemblements le samedi 17 juillet, à 14h, reprenant ainsi les rendez-vous traditionnels des Gilets jaunes. Plus d'une centaine de rassemblements se sont mis en place en trois jours, pour rassembler à l'échelle nationale des dizaines de milliers de manifestantEs très déterminéEs dans la rue, donnant ainsi naissance à un mouvement qui a perduré tout l'été et est encore loin d'être fini.

Dans un premier temps, ces manifestations ont pu apparaître comme une résurgence du mouvement des Gilets jaunes. Les éléments de continuité étaient importants, non seulement par la forme (rassemblements du

samedi, absence d'appel structurant, rejet des organisations, etc.), mais aussi parce que les groupes de Gilets jaunes étaient partout à l'initiative de ces rassemblements. En grossissant, le mouvement a rapidement pris un nouveau visage. Si les Gilets jaunes sont restés présents dans la direction des manifestations, ils n'ont rapidement constitué que l'une des composantes d'un mouvement beaucoup plus divers, qui a été rejoint en cours de route par de nouveaux manifestantEs, donnant au mouvement un profil particulier qui s'est affiné au fil des manifestations.

LA MESURE DU MOUVEMENT

Bien qu'ils soient manipulables – et bien évidemment manipulés – les chiffres de manifestants donnés par le ministère de l'Intérieur offrent une base statistique irremplaçable, puisque seuls les services de police sont en mesure de suivre, semaine après semaine, les centaines de points de rassemblement qui se sont organisés dans le pays. Au-delà des débats sur leur valeur absolue, ces données ont une valeur relative qui montre que le mouvement s'est construit très progressivement pendant l'été, gagnant chaque semaine 20 à 30 % de manifestantEs supplémentaires. Il a fini par atteindre son acmé le 7 août, avec 237 000

manifestantEs enregistréEs par le ministère de l'Intérieur, sur plus de 200 lieux de rassemblement. À partir de cette date, les manifestations ont progressivement décliné, sur un rythme toutefois modéré, puisqu'elle ont perdu chaque semaine 20 à 30 % de manifestants, jusqu'à passer sous la barre des 100 000 manifestants le 18 septembre.

Les chiffres des manifestations anti-pass sont d'autant plus remarquables que le mouvement a pris son envol pendant les congés d'été, dans une période traditionnellement marquée par une absence de mobilisation. Ils sont comparables, voire même supérieurs aux manifestations des Gilets jaunes, dont la dynamique était par ailleurs sensiblement différente. Après la journée inaugurale du 17 novembre 2018, qui aurait rassemblé selon la police 282 000 manifestantEs, les manifestations organisées par les Gilets jaunes n'ont en effet cessé de décroître. Le samedi 24 novembre, le ministère de l'Intérieur n'identifiait plus que 166 000 manifestantEs, avant de descendre progressivement jusqu'à passer sous la barre des 100 000 manifestantEs le 15 décembre 2018. La dynamique des mobilisations contre le pass sanitaire est sensiblement différente, ce qui montre que le mouvement a réussi,

au moins durant les premières semaines, à monter régulièrement en puissance, en attirant chaque semaine de nouveaux manifestantEs, qui sont venus au fil des semaines renforcer les premierEs venuEs.

Ces éléments semblent correspondre aux descriptions faites sur le terrain par de nombreux militants, qui ont noté l'arrivée de nouveaux profils, au fur et à mesure des premières manifestations. À côté des Gilets jaunes, sont progressivement venus s'ajouter de nouveaux/elles mani-

mouvement ouvrier traditionnel, ce qui était d'ailleurs déjà le cas pour le mouvement des Gilets jaunes. Les manifestations anti-pass sont ainsi restées très inférieures à celles du mouvement contre les retraites de l'hiver 2019-2020, qui avait réussi à faire descendre dans la rue, selon les chiffres de la police, pas moins de 806 000 personnes le 5 décembre 2019 et 615 000 le 17 décembre 2019. Les manifestations anti-pass sont peu de choses à côté des grands mouvements de 1995, 2003 ou

villes moyennes comme Valence ou Chambéry. Enfin, les villes du nord-est de la France ont aussi pu connaître de fortes mobilisations, à l'exemple de Strasbourg, où des cortèges ont pu compter jusqu'à 15 000 manifestantEs.

Dans la France du nord-ouest, il en a été bien différemment. Des villes importantes, comme Rennes, Nantes ou Rouen, pourtant habituées aux grandes manifestations, n'ont guère dépassé les 2 à 3 000 manifestantEs.

Dans le nord du pays, la mobilisation a été globalement modeste, à l'exemple de Lille, où les manifestations n'ont compté que de 2 à 3 000 manifestants, ou encore d'Amiens où les cortèges n'ont rassemblé que quelques centaines de personnes.

De tels contrastes régionaux sont difficiles à expliquer. Beaucoup d'observateurs ont tenté de les mettre en relation avec des identités politiques, dans la mesure où des villes à forts électorat d'extrême-droite, comme Toulon ou Nice, ou encore disposant d'un puissant électorat

festantEs, dont beaucoup d'observateurs/trices ont constaté qu'ils et elles étaient issus de milieux moins populaires que les Gilets jaunes, ce qui explique aussi que les manifestations ont le plus souvent évité d'aller à la confrontation avec la police. La diversité sociologique du mouvement doit toutefois être relativisée, dans la mesure où les cortèges ont aussi des caractéristiques communes assez marquées. Tous les observateurs ont par exemple noté que les cortèges comportent peu de manifestantEs raciséEs, qu'ils sont assez fortement féminisés et que leur âge moyen est relativement jeune. Sans contester l'importance de ce mouvement, il ne faut pas non plus le surestimer, en n'oubliant pas que sa capacité de mobilisation est très loin d'avoir atteint celle du

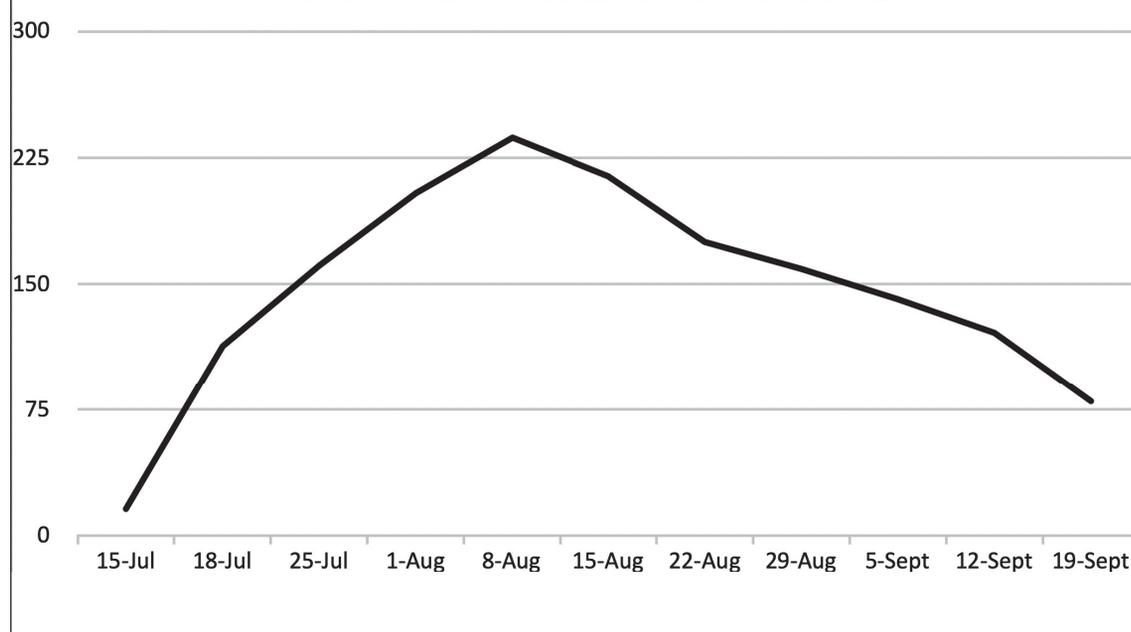
2009 ou 2010, dont les principales journées de mobilisation ont dépassé le million de manifestants, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

UNE DIVERSITÉ RÉGIONALE MAL EXPLIQUÉE

Surtout, il faut souligner que ce mouvement s'est caractérisé par son extrême diversité régionale, ce qui constitue l'une de ses particularités les plus surprenantes. Les villes du sud méditerranéen ont connu une mobilisation exceptionnelle, à l'exemple de Toulon, une ville rarement marquée par de grandes mobilisations, où les cortèges ont compté jusqu'à 22 000 manifestantEs le 21 août. La région Rhône-Alpes a aussi vu une mobilisation très forte, avec des cortèges atteignant jusqu'à 5 000 ou 6 000 personnes dans des

écologiste, à l'exemple des villes rhône-alpines, ont vu se mettre en place une mobilisation particulièrement forte. Ces interprétations sont toutefois peu convaincantes, dans la mesure où des villes frontistes comme Hénin-Beaumont n'ont vu aucune mobilisation significative. D'autres explications ont été invoquées, parmi lesquelles il faut faire une place de choix aux travaux de la géographe de la santé, Lucie Guimier, qui a de longue date souligné que le Sud-Est de la France se caractérisait par sa vive hostilité envers la vaccination, qu'elle estime être alimentée par la vieille défiance de ces territoires envers le pouvoir central.

Nombre de manifestants (en milliers)
selon les chiffres du ministère de l'intérieur



UNE COAGULATION ÉPHÉMÈRE

ToutEs les observateurs/trices l'ont noté : les manifestantEs du samedi n'ont d'autre point en commun qu'une même opposition au pass sanitaire. Parmi eux et elles, certainEs peuvent être considérés comme d'authentiques « antivax », opposés parfois de très longue date à toute forme de vaccination. Souvent forte dans les milieux environnementalistes, cette position s'est développée dans les 30 dernières années, en lien avec la multiplication des scandales sanitaires et la méfiance croissante qu'inspirent à juste titre les grands groupes pharmaceutiques. D'autres manifestantEs sont en revanche favorables à la vaccination en général, mais sont hostiles à la vaccination contre le Covid, estimant qu'elle reste expérimentale et qu'elle n'a pu faire ses preuves d'innocuité sur le long terme.

La vaccination a pu aussi cristalliser d'autres oppositions, par exemple celles des courants religieux, relativement influents dans ces manifestations, à l'exemple des courants proches de l'Opus Dei, qui s'organisent en France autour de Marc Aillet, l'évêque ultra-conservateur de Bayonne. Les manifestations contre le pass sanitaire offrent en effet à ces courants d'extrême droite une tribune pour leurs thèses « pro-vie », dans la mesure où la défiance envers la recherche médicale leur permet de développer leur combat contre l'IVG et la PMA. L'opposition à la vaccination est aussi devenue un terrain de prédilection pour les milieux complotistes, pour lesquels le vaccin constitue un poison diffusé par l'un des groupes malfaisants qui leur semble diriger le monde. Cette position rend ces milieux très perméables aux thèses de l'extrême droite, en particulier aux antisémites qui ont vu dans ces manifestations une véritable aubaine. À côté de ces opposants déjà très divers à la vaccination contre le Covid, il faut surtout compter sur les manifestantEs qui s'opposent à l'obligation vaccinale et non au vaccin en lui-même. Parmi eux se trouvent les salariéEs des secteurs astreints à la vaccination, à l'exemple des soignantEs, des médico-sociaux, des travailleuses et travailleurs de la restauration, du commerce et des bibliothèques. Ces salariéEs expriment souvent des revendications hétérogènes, car si certains dénoncent

les sanctions contre les non-vaccinés, d'autres préfèrent mettre en avant leur refus de procéder au contrôle des pass sanitaires. L'opposition au pass sanitaire catalyse enfin de nombreuses aspirations, rassemblant des libertaires, qui viennent exprimer leur opposition à l'autoritarisme du gouvernement et à l'utilisation de nouvelles technologies de surveillance policière, des militantEs ouvriers, solidaires des travailleurs/euses menacés de suspension de traitement, voire même de sportifs, qui contestent la fermeture des salles de sport aux non-vaccinés.

Cette extrême diversité des manifestantEs se voit dans la structure même des cortèges, qui rassemblent des gens qui à l'évidence ne se connaissent pas. Alors que les manifestations sont habituellement un lieu de sociabilité, où l'on retrouve amiEs et collègues, les manifestations anti-pass voient défiler des couples ou des familles, qui ne parlent le plus souvent pas avec leurs voisinEs de manifestation, parce qu'ils ne les connaissent tout simplement pas. De fait, ces manifestations n'ont que très rarement donné naissance à de véritables assemblées générales et les boucles Whatsapp, que les militants anti-pass ont cherché à constituer, sont souvent très faibles et peu durables, car l'hétérogénéité des manifestantEs est telle que les désaccords s'y révèlent souvent insurmontables.

Cette hétérogénéité s'exprime enfin dans les mots d'ordre, qui sont d'une insigne pauvreté, à l'exemple de celui de « liberté » qui constitue souvent le principal slogan des cortèges. Ces manifestations, qui n'ont souvent aucune banderole de tête, se caractérisent par l'éclosion de nombreuses pancartes individuelles, dont les auteurs n'expriment que leur propre opinion, sans qu'aucun slogan ou chant ne s'impose à une échelle collective.

LE DÉFI DE L'EXTRÊME DROITE

Souvent méfiante envers les revendications de ces manifestations, mais aussi affaiblie à l'orée de l'été par le départ de ses militantEs en vacances, la gauche syndicale et politique s'est très largement tenue à l'écart de ces cortèges, même si dans les villes les plus militantes, à l'exemple de Toulouse, il a été possible dès le départ de constituer des pôles de gauche substantiels au sein des cortèges. La faiblesse de la

participation du mouvement ouvrier a été ainsi une aubaine pour les militants d'extrême droite, qui ont pu sans problème se joindre aux défilés, où leur place est allée croissant.

D'une ville à l'autre, l'intervention de l'extrême droite a pris des formes diverses. Elle s'est faite parfois de manière discrète, avec des pancartes non siglées aux connotations antisémites suffisamment codées pour qu'elles ne soient pas compréhensibles par les manifestantEs. Elle s'est aussi faite de manière affichée, à l'exemple de l'Action française, dont les militants viennent défiler, avec banderoles et drapeaux, dans les villes où ils sont implantés. L'extrême droite a parfois pu se sentir suffisamment forte pour construire ses propres cortèges, comme Philippot ou Asselineau l'ont fait à Paris, dès les débuts du mouvement.

Face à l'extrême droite, les militants révolutionnaires ont en général tenté de rassembler les militantEs ouvrierEs, afin de les protéger dans des pôles antifa au sein des cortèges. Le rapport de force leur a toutefois été souvent peu favorable et dans aucune ville les militantEs ouvrierEs n'ont eu la force nécessaire pour expulser les fascistes des manifestations et encore moins pour prendre la direction des manifestations. Parfois même, comme cela a été le cas à Tours et à Toulouse, ces pôles antifa ont servi de cibles aux militants d'extrême droite, qui ont pu les attaquer en toute impunité, faisant à chaque fois plusieurs blessés. La situation est souvent allée en se détériorant, ce qui a amené dans les principales villes les cortèges à scissionner, comme c'est aujourd'hui le cas à Paris, Lyon ou Toulouse, où des manifestations séparées se sont mises en place.

Cette situation a provoqué des débats souvent vifs au sein de la gauche radicale et révolutionnaire. Faut-il s'abstenir de participer à ces manifestations, au risque de laisser à l'extrême droite un mouvement issu de la contestation de la politique autoritaire et antisociale de Macron ? Jusqu'où rester dans des cortèges que l'extrême droite a infiltrés ? Comment assurer la sécurité des militantEs, sachant qu'ils et elles se trouvent exposés aux attaques de groupes fascistes chaque jour plus nombreux ? Il s'agit là de débats qui ne sont pas véritablement nouveaux, mais qui prennent une actualité désormais plus prégnante. □

Ken Loach exclu du Labour, « WTF¹ »

PAR THIERRY LABICA

Le congrès annuel (Conference) du parti travailliste britannique aura eu lieu quelques jours après l'écriture de ces lignes, du 25 au 29 septembre à Brighton. Ce congrès a vocation à légitimer et asseoir la direction à la tête du parti depuis avril 2020, la situation sanitaire ayant perturbé et retardé l'organisation des procédures et démonstrations cérémonielles habituelles, au cours des 18 derniers mois.

C'est donc l'occasion pour le dirigeant du parti, Keir Starmer, d'obtenir la pleine validation formelle et symbolique de son orientation, et de sa personne même, depuis son élection. Enjeu politique central dans ce contexte : la confirmation ou non au poste de secrétaire général du parti, de David Evans, choisi par Starmer et également aux commandes depuis avril 2020. L'exclusion du Labour du cinéaste Ken Loach, au milieu du mois d'août, intervient d'abord en lien avec cette échéance.

Commençons par les circonstances et le motif de cette mesure qui à elle seule en dit long sur cette conjoncture politique immédiate. L'exclusion de Ken Loach est ce qui s'appelle, en bon langage bureaucratique travailliste, une « *auto-exclusion* », ou « *exclusion automatique* » : selon le règlement interne du parti (chapitre 6.1.2), tout membre qui rejoint, ou soutient unE candidatE autre que travailliste, ou une organisation politique autre que le Labour, ou qui se présenterait contre unE candidate du Labour, perd « *automatiquement* » tout droit de rester membre du Labour. Contrairement aux procédures disciplinaires, l'« *auto[matic]-exclusion* » ne passe donc par aucune procédure interne particulière, ne fait l'objet d'aucune consultation par les instances nationales, n'autorise ni appel ni défense.

Loach est tombé sous le coup d'une « *auto-exclusion* » pour avoir exprimé sur un réseau social sa solidarité avec quatre petites organisations internes au Labour, qui venaient elles-mêmes d'être exclues, jugées « *toxiques* » et « *venimeuses* » (« *toxic* », « *poisonous* ») parce que « *d'extrême gauche* » ; l'une pour avoir contesté les accusations tous azimuts d'antisémitisme, l'autre pour avoir accueilli des membres du parti déjà excluEs afin de défendre leur réintégration, telles autres pour leur socialisme et leur marxisme avérés.

« FAUT QU'ÇA SAIGNE »

Cette exclusion de Ken Loach signale donc plusieurs choses en même temps. Elle est à l'image d'une intense entreprise d'expulsion et de démoralisation de tout ce qui ressemble ou s'apparente à la gauche au sein du parti : les dirigeants du Labour n'ont pas même la prétention hypocrite de ménager leur réputation de socialiste dont l'adhésion maintenue permettrait encore d'entretenir le simulacre d'un parti ouvert et divers, et de se mettre ainsi à l'abri des accusations d'hyper-factionnalisme droitier et sectaire.

L'exclusion il y a un an, sur des motifs totalement frauduleux, de Corbyn lui-même, avait déclaré la guerre ouverte. Celle de Loach nous indique qu'elle fait maintenant rage et donne une juste idée de son ampleur. On purge à tours de bras et il faut que ça se sache, quitte à piétiner ouvertement les procédures internes, à brandir deux doigts en direction des recommandations émises par le rapport pourtant tant révérend de l'Equality and Human Rights Commission (EHRC) ; quitte à sombrer dans le dérisoire le plus risible et la confusion la plus crasse. Les exemples se disputant la palme du grotesque sont maintenant légion et ne cessent d'émerveiller, à l'image de ce courrier signifiant leur « *auto-exclusion* » à des militantEs et prenant pour preuve rédhitoire de leur trahison du parti le fait d'avoir cliqué le *like* de messages Facebook émis par certains des groupes déjà exclus fin juillet.

Mi-septembre, Jess Barnard, présidente de l'organisation de jeunesse Young Labour, recevait tard dans la nuit un mail envoyé au nom du comité exécutif national du parti, lui notifiant un avis d'enquête interne à son encontre pour avoir contesté en ligne des propos transphobes. Quelques jours plus tard, la députée de gauche Kate Osborne recevait un avis similaire pour non-respect de la

réglementation interne : dans un tweet, Osborne avait écrit « *Solidarity !* » à sa collègue Rebecca Long-Bailey, proche de Corbyn et ministre de l'Éducation du *shadow cabinet*, et que Starmer venait de débarquer pour encouragement au « *complotisme antisémite* » en guise de rhabillage de leur divergence politique tenace face à la politique scolaire de Johnson durant la crise sanitaire (Long-Bailey avait partagé un tweet politique de l'actrice Maxine Peake dans lequel, entre autres, Peake faisait un rapprochement entre les circonstances de la mort de George Floyd et les techniques policières israéliennes).

UNE GUERRE OUVERTE

Face aux réponses de Barnard et d'Osborne et leurs menaces de recours en justice, les avis furent promptement annulés au prétexte qu'il s'agissait « *d'erreur* ». L'explication ne risquait pas de convaincre : des employés du parti ne fouillent pas dans des historiques de tweets « *par erreur* » pour rédiger et envoyer des avis disciplinaires « *par erreur* ». Le harcèlement et l'intimidation des militantEs ordinaires va manifestement moins de soi lorsque l'on a à faire des personnes plus visibles et plus immédiatement à même de se défendre sur le terrain juridique. Plus évidemment encore, ce genre de chasse aux tweets incriminants avait été pratiqué en masse pendant l'été 2016 contre des dizaines milliers de nouveaux et nouvelles adhérentEs. Le but était de leur interdire la participation au vote interne pour la direction du parti suite à la tentative d'éviction de Corbyn par les membres du parti parlementaire travailliste (en dépit du fort mandat obtenu par Corbyn quelques mois



plus tôt seulement). À l'époque, les cadres et des personnels de direction du parti étaient allés jusqu'à modifier les conditions de participation pour empêcher 130 000 personnes qui avaient rejoint le parti au cours des mois précédents de participer à ce scrutin. Pas plus d'« erreur » en 2021 qu'en 2016.

Pas de répit cependant pour ce militant ordinaire, Graham Durham, exclu début septembre pour avoir exprimé son souhait que le congrès soit l'occasion d'une contestation de la direction de Starmer par d'autres candidatEs², revendication qui pourtant fut celle de parlementaires travaillistes très impatients de se débarrasser de Corbyn quelques années plus tôt. Mais il y a bien plus pittoresque encore. Le parti s'en est pris à un membre pour avoir critiqué le désaccord d'un autre membre avec certains points du programme travailliste des législatives de décembre 2019 : la défense polémique par le premier de la proposition de gratuité du haut débit et de la semaine de quatre jours aurait relevé de la discrimination contre une croyance différente (de personnes, donc, « *who don't believe in a four-day working-week and giving people free broadband* »), ces préférences revendicatives étant alors de facto érigées au rang de « caractéristiques protégées³ ». L'absurdité ne tue pas (toujours). Quelle chance.

On pense encore à ces « preuves » à charge et motifs « d'auto-exclusion » que constituent désormais un post Facebook dans lequel tel militant a signalé son intérêt pour « Britain's Road to Socialism », le programme du PC, le partage d'un post du Scottish National Party (SNP) contre la visite de Boris Johnson en Écosse, ou une pancarte du SWP visible dans une photo de manifestation (où il y a toujours beaucoup de pancartes du SWP) utilisée en tête d'un compte twitter⁴.

Ces derniers mois, outre la pluie de notifications individuelles (enquêtes, suspensions, exclusions) nombre de permanents régionaux du parti sont intervenus dans la vie des sections locales pour éteindre toute vie démocratique du Labour à la base : réunions ou assemblées générales sommairement annulées ou ajournées, participantEs excluEs de réunions en ligne, suspensions collectives de sections entières, modifications des ordres du jour, interdictions prononcées contre des projets de motions de soutien à Corbyn, interdiction depuis le sommet de mise en discussion du rapport de l'EHCR de 2020 sur l'antisémitisme (en

stricte contravention des garanties données par le règlement interne⁵)...

Reste encore la longue liste des avis de suspension, d'enquête, d'« auto-exclusion » assenés aux militants juives et juifs à la gauche du parti, pour « antisémitisme ». L'assaut avait commencé sous Corbyn. Il se poursuit avec des efforts redoublés depuis dix-mois. L'organisation socialiste JVL (Jewish Voice for Labour) est une cible récurrente de ces attaques. Et sans surprise, on ne trouve personne dans les principaux médias britanniques pour dénoncer cette prise à partie systématique de militantEs juives et juifs, mais, il est vrai, socialistes, anticolonialistes et solidaires de la cause palestinienne, notamment.

L'APPAREIL DU LABOUR GARDE LES COMMANDES

La première conséquence politique de cette obstruction systématique a été l'obstacle mis à la désignation régulière, par les sections locales, des délégués au congrès, aux nominations de candidatEs à des responsabilités internes, aux débats sur des propositions de motions ou de modifications des règles de fonctionnement du parti⁶. Or, il y a trois priorités au moins pour la gauche à ce congrès : obtenir la mise à l'écart définitive du secrétaire général, le droit des sections de base à choisir démocratiquement leur candidatE parlementaire (« *open selection* »), et l'imposition au parti parlementaire de rendre des comptes formels devant le congrès. Voilà qui serait autant d'acquis nécessaires et encourageants.

L'exclusion de Loach, après celle de Corbyn, vise donc à assurer la démoralisation générale d'une gauche du parti par ailleurs systématiquement affaiblie sur le plan organisationnel et dans sa capacité à intervenir sur l'orientation du parti lors du congrès de la fin septembre. Mais il est vrai, comme l'a déclaré un jour⁷ l'encore secrétaire général David Evans : « *la démocratie représentative devrait, autant que possible, être abolie dans le parti travailliste* ». De la sorte, l'esprit réactionnaire au sens strict, liquidateur fébrile des années Corbyn, se donne une chance d'obtenir le plébiscite qu'il espère.

Concernant le grand cinéaste socialiste, il vaut la peine de rappeler que cette hostilité n'est pas nouvelle. On observe d'ailleurs là, pour ainsi dire, le dénouement ultime d'une guerre d'usure menée contre lui depuis des années : accusations d'antisémitisme et de négationnisme, campagne (2018) et pétition pour dissuader l'Université libre de Bruxelles de lui

attribuer le titre de Docteur honoris causa. Quelques années plus tôt en Grande-Bretagne, en réaction aux films de K. Loach sur l'Irlande et la tyrannie et les crimes de l'ordre colonial britannique⁸, des journalistes du *Times* ou du *Daily Telegraph* n'avaient pas hésité à écrire que Loach, promoteur du terrorisme de l'IRA, était pire encore que la propagandiste hitlérienne Leni Riefensthal, ou que, de la même manière qu'il n'est pas nécessaire de lire Mein Kampf pour savoir qu'Hitler était un salaud, il n'était pas plus nécessaire d'aller voir les films du cinéaste⁹.

Il faut néanmoins rappeler, même trop brièvement, qu'à travers cet épisode se prolonge une histoire à peu près aussi ancienne que le parti travailliste lui-même. Le Labour est un assemblage contradictoire de forces (politiques, syndicales) réunies non pas dans un esprit de compromis et de tolérance mutuelle, mais dans une adaptation contrainte et précaire à un système électoral qui ne laisse guère de chance aux forces non intégrées aux deux formations politiques dominantes. La hargne dirigée contre Corbyn fut précédée par celle dont un Tony Benn ou un Nye Bevan avaient déjà été les cibles dans l'après-guerre et dans les années 1970-80. La nouveauté de Corbyn dans cette histoire tenait au fait qu'il était le Premier représentant de la gauche socialiste à accéder à la direction du parti et donc à se trouver en situation de devenir premier ministre. La lutte pour la préservation des prérogatives de l'élite travailliste parlementaire contre les revendications démocratiques de contrôle du parti par sa base a laissé derrière elle bien des traces d'affrontements impitoyables.

En cela, Starmer et Evans ne se contentent pas de restaurer un blairisme totalement décati, ils s'inscrivent dans la trajectoire plus longue d'un conformisme travailliste atlantiste, ardemment anti-communiste, colonialiste et militariste (comme le savent si bien les habitants de bien des régions du monde, des plantations de caoutchouc malaisiennes au Guyana). L'exclusion de Ken Loach signale une étape apparemment nouvelle cependant : la direction actuelle paraît s'être fixé pour seul et unique objectif politique l'élimination pure et simple de la gauche du parti. Cette offensive, sous la bannière de la haine anti-Corbyn, est désormais la seule orientation du parti identifiée, claire et défendue avec détermination, en transgression des règles internes mêmes du parti si nécessaire. La ministre des Affaires étrangères du *shadow cabinet* est récemment allée

jusqu'à déclarer qu'elle était prête à aller faire campagne dans la circonscription même de Corbyn afin de chasser définitivement celui-ci du Parlement : une vraie perspective porteuse d'espoir et une vraie urgence après 150 000 décès dus à la pandémie, et un signe tellement fraternel en direction de millions de gens qui se sont reconnus dans la politique comme dans la personnalité de ce dirigeant.

Fini le parti « *broad church* », la pluralité des chapelles, tel est le message et la priorité du jour. Le tandem Starmer-Evans aura donc, dans le cas présent, purgé non seulement le Parti travailliste d'une figure emblématique, au prestige international, des courants socialistes au sein du Labour, mais ce faisant, c'est toute la norme bipartite réactionnaire britannique qui s'en trouve purifiée. Un service rendu à la nation officielle tout entière, en quelque sorte.

LE LABOUR EMPORTÉ DANS LA CRISE

Reste quand même à savoir quel peut être le calcul en cours ? Face au cynisme clientéliste désastreux du gouvernement Johnson dans la gestion de la crise sanitaire, ses agressions terribles contre le monde du travail, l'accroissement de toutes les formes de la misère, du désespoir et de l'abandon social vécus par des secteurs entiers de la société britannique, l'opinion ne devrait-elle pas naturellement finir par se retourner ? En outre, les victoires passées de Blair n'ont-elles pas démontré que l'on pouvait se passer d'un parti nombreux et politisé, capable de dynamiser et développer les mouvements sociaux et à même de défendre de nouvelles avancées démocratiques ? De toutes ces choses si inconvenantes et si dangereuses pour la tranquillité du parti parlementaire travailliste, il est urgent de se passer. Un parti moutonnier, docilement plébiscitaire, doit bien suffire, c'est la sagesse même.

Les choses semblent devoir tourner fort mal, toutefois, du point de vue même de la direction actuelle. Le départ d'environ 120 000 adhérents depuis plus d'un an, et les riches donateurs qui ne se manifestent toujours pas, cela s'est rapidement traduit par de graves difficultés financières : la décision a été prise au milieu de l'été de licencier 90 employés (le quart du personnel). Les passagers de cette charrette ne semblent pas avoir bien saisi l'engagement visionnaire de Starmer : faire de la G-B « *the best place to work* ». Une grève a donc été votée à 75 % contre ce plan de licenciement (lui-même accompagné d'un jargon managérial émanant du secrétariat général confinant à l'auto-parodie¹⁰).

Le trou dans la caisse promet de devenir béant maintenant qu'un certain nombre d'organisations syndicales et pas des moindres (Unite, GMB, CWU, FBU, RMT) envisagent, au mieux, de réduire leurs contributions, toujours si cruciales pour le parti, au pire, la désaffiliation pure et simple. C'est le cas notamment du BFAWU, lié au Labour depuis 1902, dont le secrétaire national, Ian Hodson, était lui-même menacé « d'auto-exclusion » pour ses liens avec l'une des quatre organisations exclues fin juillet. On a bien lu : le Labour entend donc exclure sans appel le dirigeant national d'une organisation syndicale constitutionnellement liée au parti, participant à son financement et à la vie de ses instances, pour simple lien avec un groupe de militantEs du parti.

À ces plaies auto-infligées s'ajoutent des résultats électoraux humiliants dans d'anciens bastions travaillistes lors des élections partielles de l'année écoulée, et des sondages accablants pour le Labour et la personne même de Starmer que les médias ont pourtant accueilli avec tant de ménagement.

Les priorités politiques du principal parti « d'opposition » sont devenues un mystère même pour le commentariat le plus bienveillant, au point de virer à la blague nationale : dans un entretien TV d'une émission très suivie, à la question de savoir ce que le Labour défend aujourd'hui, Jon Ashworth, ministre de la santé du *shadow cabinet*, répond : « *Oui, nous avons nos réunions du shadow cabinet, mais..., mais... ce sont des réunions confidentielles*¹¹... ». Compte tenu de ce qui précède, les communicants du parti ont su faire preuve d'un remarquable esprit d'à-propos en choisissant le nouveau slogan du parti fin août dernier : « *Win The Future* », soit, Labour « *WTF* » ...

Résumons. À la veille du congrès du Labour, l'exclusion de Ken Loach doit attirer notre attention sur la purge massive et l'entreprise de démoralisation en cours de tout ce qui s'apparente à la gauche dans le parti. C'est à ce titre qu'elle constitue un fait significatif et qui en l'occurrence est sans lien explicite avec les accusations d'antisémitisme (qui bien sûr font partie du décor¹²). Cet accès de fièvre donne la mesure de la panique induite par la récente poussée de la gauche. Le moment est donc bien celui de la *réaction*. Ces luttes internes sont anciennes comme le Labour (parti de plusieurs partis), mais semblent atteindre un seuil qualitatif inédit.

Le Labour du tandem Starmer-Evans a donc bien une boussole : la génuflexion

inconditionnelle et auto-flagellante après les années de menaces effroyables sur l'ordre des convenances politiques du Royaume. Ce Labour a bien une ligne : l'accompagnement du charlatanisme jovial de Johnson sur la quasi-totalité des sujets, à quelques ajustements rhétoriques près, le tout au nom d'une « opposition » constructive et responsable ; « opposition » qui va jusqu'à saluer les dernières rodomontades militaristes et néo-impérialistes en Mer de Chine, en dépit des immenses dangers qui en découlent. Reste à compter qu'un tel parti n'arrive jamais au pouvoir avec son intolérance fièrement revendiquée, son mépris carabiné pour toute pratique démocratique en son sein et pour toute règle élémentaire de droit. Un tel risque demeure lointain cela dit. Reste alors surtout à espérer que la gauche britannique sous toutes ses formes existantes parvienne à retrouver une cohésion organisationnelle durable quand les sujets de lutte deviennent aussi littéralement vitaux qu'à présent : santé, santé mentale, climat, pauvreté (des seniors, des enfants, au travail...), le tout sur fond feutré de férocité impérialiste jamais démentie. Certains acquis lors de ce congrès, en dépit des forts vents contraires, pourraient constituer un signal favorable. □

1) avec son nouveau slogan, *Win The Future*, gagner l'avenir, le Labour reprend les 3 lettres WTF qu'on emploie d'habitude pour *What The Fuck*, soit « C'est quoi ce bordel... »

2) <https://twitter.com/GrahamDurham/status/1435549475439788033>

3) <https://skwawkbbox.org/2021/09/11/labour-tells-member-it-considers-political-disagreement-a-hate-crime>

4) Exemples tirés de <https://labouroutlook.org/2021/03/29/evans-left-purge-the-abuse-of-auto-exclusion-by-labours-hq>

5) Au sein du labour, le groupe socialiste *Jewish Voice for Labour* a recensé un grand nombre d'exemples de ces manœuvres d'obstruction : <https://www.jewishvoiceforlabour.org.uk/article/labours-activist-base-is-being-gutted-from-within>

6) Au moment où l'on écrit ces lignes, la majorité de gauche au comité exécutif national du grand syndicat *Unison*, sous secrétariat général droitier, découvre que ses motions n'ont pas été transmises en amont du congrès.

7) Alors qu'il était secrétaire général adjoint, sous Blair, entre 1999 et 2001.

8) Secret défense (Prix du Jury, Festival de Cannes 1990) et le Vent se lève (Palme d'or, Festival de Cannes 2006).

9) Rappelé dans : Ken Loach (avec la collaboration de F. Barat), « Défier le récit des puissants » [2014] trad. F. Barat, Indigène Éditions, 2017, p.33 & 34.

10) <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/labour-starmer-jobs-cut-election-b1904088.html>

11) « *Good Morning Britain* », 19 mai 2021.

12) Contrairement, donc, à ce que l'on a pu lire dans nombre de titres de presse français dont le propos – à la fois réducteur et erroné – s'est cantonné à la seule exclusion de K. Loach en ramenant l'affaire sur le terrain de l'antisémitisme. Mais faut-il être surpris quand au Monde ou à Marianne, par exemple, on ne sait toujours pas épeler le nom de l'ex-leader de l'opposition ? *Distorsion*, quand tu nous tiens.

Télétravail, chômage, réorganisation de la production : pandémie et effet d'aubaine

PAR MARLÈNE BENQUET

Marlène Benquet, sociologue au CNRS, est intervenue à l'université d'été du NPA pour analyser les liens entre la pandémie et l'organisation du travail.

L'Anticapitaliste : Quel impact la pandémie a-t-elle eu sur l'organisation du travail et de l'emploi ?

Marlène Benquet : Le gouvernement a prétendu mettre en place des mécanismes dits protecteurs des travailleurs et travailleuses sur les plans sanitaire, économique et social. En fait, il a profité de cette période pour faire passer des réformes qui fragilisent directement les conditions de travail et d'emploi et encourager le développement de la flexibilité du travail.

En pratique, deux grands moments législatifs ont encadré le travail en période de Covid.

Conformément aux articles L. 4121-1 et suivants du code du travail, l'employeur est tenu de « prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ». L'ordonnance du 26 mars 2020, valable jusqu'au 30 septembre 2021, ne protège pas les salariés et au contraire fragilise leurs conditions de travail et d'emploi : elle autorise par exemple les employeurs à mobiliser une partie des congés et/ou repos des salariés. Ainsi, les employeurs peuvent imposer jusqu'à 8 jours de congés payés à ses salariés (contre 6 depuis mars 2020) en ne respectant un délai de prévenance que d'un jour franc au minimum (contre un mois auparavant).

En ce qui concerne les autres congés (repos, RTT, jours portés sur un compte épargne temps, à l'exception des congés pour événements familiaux, l'employeur peut imposer unilatéralement jusqu'à 10 jours de congés en respectant un délai de prévenance d'un jour franc au moins.

L'aménagement du poste de travail peut être imposé par l'employeur qui

peut exiger du salarié de télétravailler jusqu'à la fin de la période d'incubation. En cas de contamination d'un salarié, les mesures suivantes devront être prises : équipement des personnes en charge du nettoyage des sols et surfaces avec port d'une blouse à usage unique et de gants de ménage (le port de masque n'est pas obligatoire !), entretien des sols et des surfaces en privilégiant une stratégie de lavage-désinfection humide, nettoyage avec un bandeau de lavage unique imprégné d'un produit détergent, rinçage à l'eau potable avec un autre bandeau de lavage à usage unique, un temps de séchage suffisant, désinfection avec de l'eau de javel diluée avec un bandeau de lavage à usage unique, et il n'y a pas d'obligation pour les entreprises en termes d'aération sur le lieu de travail alors même que c'est là la clé de la contamination.

Dès lors que ces mesures sont mises en œuvre par l'employeur, la seule circonstance qu'un salarié a été contaminé ne suffit pas à considérer qu'il s'agit d'un motif raisonnable pour exercer son droit de retrait.

Quel rôle ont joué les mesures économiques dans la foulée du « quoi qu'il en coûte » ?

Le Plan de relance, intitulé que les gouvernements de tous les pays ont donné aux sommes déversées dans l'économie, « argent magique » dont seul 0,8 % est destiné aux plus précaires, représente 100 milliards débloqués par le gouvernement français, 130 milliards par l'Allemagne. *Le Monde* du 8 septembre 2020 commente : « En quelques semaines, avec une vitesse et une détermination qu'on ne lui connaissait guère, l'Allemagne s'est affranchie de tabous qui

formaient le cœur de sa politique économique depuis des années. ». En France, « le budget voté au mois de juin prévoit l'émission de nouvelles dettes, portant l'endettement total de l'année 2020 à 218,5 milliards d'euros, du jamais vu. »

Ce même virage s'observe dans la plupart des pays européens : les banques centrales européennes tiennent guichets ouverts devant le système bancaire et les grandes entreprises.

Mais il s'agit d'un plan de relance purement financier qui ne comprend aucune prise de contrôle de l'État dans l'économie. L'État ne pallie pas directement les défaillances de l'investissement privé par des investissements publics. Cette situation est très différente de celle de la France au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale où, pour permettre à l'économie capitaliste de redémarrer après les destructions de la guerre, l'État a pris le contrôle d'une part des entreprises du pays.

Que les sommes accordées aux entreprises prennent la forme d'aide ou de crédit, elles ne s'accompagnent d'aucune contrepartie. Les propriétaires de l'entreprise touchent l'argent public, l'utilisent pour s'acquitter d'une part importante des dépenses en salaires, loyers ou autres, sans obligation de consacrer une part des sommes à l'investissement productif, sans obligation de ne pas licencier ou de ne pas fermer de sites et sans contrainte de ne pas le verser aux actionnaires. Par ailleurs, ce plan de relance ne s'accompagne d'aucune contrepartie sociale ou écologique pour les entreprises.

À l'opposé, on constate une augmentation brutale de la pauvreté notamment au travers de l'augmentation du nombre de familles dépendant de la distribution

alimentaire. Des difficultés attestées par la faillite de 62 000 entreprises en 2020 dans le petit commerce soit une augmentation de 32 %. Une incertitude pour les travailleurs de l'industrie, de l'hôtellerie, du spectacle ou du tourisme...

Et quel impact sur l'emploi ?

Il y a tout d'abord les destructions d'emplois. Au plus fort de la crise, lors du premier confinement du printemps 2020, le patronat a détruit plus de 700 000 emplois en un temps record. Une baisse encore plus marquée pour les emplois précaires (intérimaires, CDD) avec, dans l'intérim, 78 000 emplois équivalents temps plein détruits en 2020. Ensuite le chômage avec, de juillet à septembre 2020, 628 000 chômeurs de plus soit 2,7 millions au total. Puis, le développement du chômage partiel. Fin 2020 : 1,6 million de salariéEs au chômage partiel notamment dans trois secteurs : l'hébergement-restauration (470 000 salariéEs concernés), les services aux entreprises et le commerce (240 000 salariéEs chacun). Beaucoup de salariéEs se sont tournés vers des secteurs qui ont connu un essor avec la crise sanitaire, tels que la livraison à domicile et la vente à distance. Cela a conduit à un boom du nombre de micro-entrepreneurs, qui sont 650 000 à avoir nouvellement adopté ce statut entre août 2020 et août 2021, soit 41 % de plus que l'année précédente.

...et les conditions de travail ?

Les travailleurs/ses les plus exposés au Covid sont les ouvrière et ouvriers du secondaire ou du tertiaire : soignants, puis éboueurs, salariés des centres de tri des déchets, conducteurs de bus, chauffeurs routiers, caissiers, agents de sécurité des commerces et transports en commun, salariés des abattoirs et de la transformation de la viande, des pompes funèbres, enseignants, forces de l'ordre, personnels pénitentiaires, assistantes maternelles, conducteurs, facteurs/et livreurs sur courte distance, les chauffeurs de taxi et de VTC, tous les personnels de commerce d'alimentation. La géographie de la maladie montre aussi que les territoires les plus denses et pauvres ont aussi été les plus touchés par le Covid. L'absence d'organisation de la protection de la grande majorité de ces salariéEs qui a prédominé pendant des mois avec l'obligation de continuer à travailler, à se déplacer.

Quel bilan, provisoire, de la généralisation du télétravail ?

Globalement le développement du travail est une bonne affaire pour le patronat. En effet, pour beaucoup de nouveaux télétravailleurs/ses, le télétravail a signé l'extension et l'intensification du travail. Ce qui déterminait sa durée, ce n'était plus un nombre d'heures imposées, même annualisé, mais les tâches fixées par l'employeur. Le télétravail rend très difficile le droit et la possibilité à la déconnexion. Les télétravailleurs/ses ont globalement de plus longues journées de travail que les travailleurs sur site et sont plus productifs.

En outre, il crée de fortes difficultés à séparer la vie privée de la vie professionnelle et entraîne une réduction des liens avec les collègues. Une situation particulièrement difficile pour les jeunes actifs/ves dont les logements sont souvent trop petits et qui peinent à apprendre leur nouveau métier sans contact réel avec d'autres : 81 % des 25-30 ans sondés après le confinement souhaitaient retourner sur site.

Une bonne affaire donc pour les employeurs car il permet la réduction des coûts et l'individualisation du travail.

A contrario, la réduction de l'empreinte écologique est un argument sans certitude. Si le coût écologique des transports notamment individuels devrait certes diminuer avec l'extension du télétravail, l'éclairage, le chauffage, la restauration, consomment plus d'énergie en étant individualisés au niveau des foyers qu'en étant collectifs. Au total, à ce jour, on ne peut pas avoir d'avis tranché sur le télétravail en lui-même car ses effets sur les travailleurs dépendent du contexte dans lequel il est mis en place : des conditions de travail des salariés, de leurs conditions de vie (pièce pour travailler, présence des enfants, solitude ou non), de leur conditions de santé physique et mentale, des modalités d'application selon les entreprises (prise en charge par l'entreprises des coûts du télétravail (imprimante, encre, ordi, connexion internet, mais aussi gaz, électricité, chèque déjeuner...) etc.

Mais, plus globalement, le gouvernement a profité de la déstabilisation sociale pour faire passer des réformes qui fragilisent des travailleurs ?

Tout d'abord le pouvoir a tenté de maintenir la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage décidée en 2019.

Celle-ci vise à durcir les règles d'indemnisation et à lutter contre les recours excessifs aux contrats courts. La réforme fut reportée, avant que le gouvernement ne décide finalement de l'appliquer au 1^{er} juillet 2021, avec plusieurs aménagements. Le durcissement des conditions d'ouverture de nouveaux droits (il faudra avoir travaillé six mois sur les 24 derniers, au lieu de quatre mois actuellement) n'entrera en vigueur qu'en cas de retour à de meilleures conditions économiques. Mais, bonne surprise, le Conseil d'État suspend en juin dernier le cœur de la réforme, estimant que les « incertitudes sur la situation économique » ne permettent pas de mettre en place les nouvelles règles. Le gouvernement est alors contraint de prolonger le dispositif actuel jusqu'au 1^{er} septembre. Mais en juillet dernier, Emmanuel Macron assure malgré tout que la réforme sera « pleinement mise en œuvre dès le 1^{er} octobre ».

La réforme des retraites, stoppée par la pandémie n'est toujours pas officiellement reportée avec les menaces de report de l'âge de départ à la retraite, mise en place d'un fonctionnement systémique par points, régime unique qui viendrait remplacer les régimes spéciaux. « Je ne lancerai pas cette réforme tant que l'épidémie ne sera pas sous contrôle et la reprise bien assurée » a déclaré le chef de l'État.

Cela s'inscrit dans une tendance de fond de modification des relations dans l'emploi ?

Ces changements vont dans le sens d'une évolution plus générale du salariat vers l'individualisation du travail, vers l'auto-entrepreneuriat, où un contrat de type commercial se substitue au contrat de travail.

Le salariat est associé à l'existence de conditions de travail communes, à l'appartenance à un collectif de travail. L'ensemble est associé à des protections collectives et à des capacités de résistances collectives.

Les travailleurs/ses autoentrepreneurs/ses sont en réalité des salariéEs, comme vient de le montrer une série de décisions très importantes – dont celle rendue il y a quelques semaines par la Cour de cassation requalifiant un chauffeur Uber en salarié –, mais ils ne bénéficient d'aucune des protections du salariat, notamment les limitations du temps de travail, les congés et l'indemnisation chômage. □

Pénurie de main-d'œuvre... ou de salaire ?

PAR MAURICE SPIRZ

Depuis la rentrée de septembre, le gouvernement ne cesse de marteler que ça y est, c'est la reprise. « Nous redémarrons beaucoup plus fort que prévu » affirme le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, sur BFMTV. Au point que gouvernement et patronat s'inquiètent maintenant d'une potentielle pénurie de main-d'œuvre. Depuis août, le Medef conte à qui veut l'entendre les difficultés à recruter du personnel. Celles-ci seraient même devenues le « sujet numéro un » des entreprises à en croire Jean Castex.

L'Insee annonce une croissance de 6 % de l'économie française pour 2021, avec une activité quasiment revenue à son niveau d'avant-crise depuis juin. L'emploi serait aussi de retour, avec un chômage à « seulement » 8 % au deuxième trimestre. Les prévisions de l'OCDE et du FMI sur l'économie mondiale vont (avec des nuances selon les pays) dans le même sens.

Après le chaos dans le transport maritime lors du redémarrage du commerce mondial, qui a entraîné un renchérissement des coûts de transport, puis des pénuries de matières premières et de composants électroniques, qui font monter les prix et amènent le patronat à réduire l'activité de certaines usines (notamment dans l'automobile), voilà donc que la main-d'œuvre viendrait à manquer, freinant la reprise économique.

La réalité du manque de main-d'œuvre est pourtant tout à fait discutable. Pôle emploi affiche un niveau record d'offres d'emplois sur son site, qui atteignent le million. Mais il relativise lui-même ce chiffre, ne sachant dire quelles offres sont toujours d'actualité et lesquelles sont restées gelées depuis le début de la crise sanitaire. Qui plus est, la plupart d'entre elles sont des missions d'intérim et des CDD de courte durée.

La Dares, service statistique du ministère du Travail, comptabilise de son côté 264 800 emplois vacants au deuxième trimestre 2021 dans les entreprises de 10 salariés ou plus. C'est un niveau supérieur à la normale, mais qui ne représente

que 1,8 % des emplois. Or, combien de travailleurs sont habitués à se débrouiller avec un sous-effectif bien plus important sans que le patronat s'en préoccupe ? Pas de quoi menacer la reprise, en tout cas, ni fournir un emploi aux 4,5 millions de chômeurs recensés par l'Insee (chômeurs officiels ou « halo¹ ». Dans sa note de conjoncture début septembre, l'Insee reste d'ailleurs prudent. L'institut indique que « les tensions sur les recrutements tendent à progresser », tout en indiquant que si, en juillet, environ 15 % des entreprises de l'industrie et des services et 40 % de celles du bâtiment se déclaraient « limitées dans leur production par l'insuffisance de personnel », ces proportions restent en fait inférieures à 2018-2019.

POURQUOI CERTAINS PATRONS PEINENT-ILS À RECRUTER ?

Le phénomène est donc largement exagéré par le patronat. Pour autant, certains secteurs peinent effectivement à recruter. Mais à qui la faute ? Au plus fort de la crise, lors du premier confinement du printemps 2020, le patronat a détruit plus de 700 000 emplois en un temps record. Certes, le chômage partiel a limité la casse en faisant peser la baisse d'activité sur les caisses publiques. L'objectif était justement de garder les salariés en réserve pour éviter les difficultés de réembauche au moment de la reprise.

D'ailleurs, la situation apparaît nettement plus compliquée aux États-Unis, où ce dispositif n'a pas existé, avec 8,7 millions d'offres d'emploi non pourvues, soit plus

que le chômage officiel. On y constate par ailleurs que de nombreuses personnes ont quitté le marché de l'emploi et ne cherchent plus activement un emploi. En fait, certaines entreprises américaines ont reçu des fonds publics pour garder leurs salariés et être prêts pour la reprise, mais qu'elles ont surtout utilisées pour maintenir les profits. C'est le cas des compagnies aériennes, qui ont touché 54 milliards de dollars, mais se montrent aujourd'hui incapables d'assurer tous leurs vols faute d'effectifs suffisants, au point de faire rouspéter quelques sénateurs démocrates, qui font mine de demander des comptes.

Mais quid, en France, des milliers de précaires dont les contrats n'ont pas été renouvelés, ou qui travaillaient au noir, et des embauches gelées pendant des mois ? Ou des secteurs, comme la restauration qui panachent bas salaires, précarité et conditions de travail insupportables ? Fallait-il que les travailleurs attendent l'arme au pied que leurs anciens patrons veuillent bien les reprendre dans un avenir incertain ? Qui peut s'étonner que ces travailleurs, après avoir trouvé une solution alternative, ne se précipitent pas pour revenir travailler dans des secteurs payés au lance-pierre, avec des horaires ou des conditions de travail les plus contraignants.

Les reportages n'ont pas manqué sur ces salariés, notamment de la restauration, qui ont « profité » du chômage partiel pour se reconvertir. Ils oublient souvent tous ceux pour qui cela n'a en rien été un

choix, mais une obligation pour vivre. Malheureusement, pour eux, il n'est pas sûr que les solutions trouvées soient très durables. Beaucoup se sont tournés vers des secteurs qui ont connu un essor avec la crise sanitaire, tels que la livraison à domicile et la vente à distance. Cela a conduit à un boom du nombre de micro-entrepreneurs, qui sont 650 000 à avoir nouvellement adopté ce statut entre août 2020 et août 2021, soit 41 % de plus que l'année précédente. Les plateformes de livraison de repas ont d'ailleurs profité de cet afflux pour baisser le prix des courses, malgré le boom des commandes avec les confinements. La France n'est pas le seul pays où de telles reconversions ont eu lieu. En Allemagne, un employé sur six de l'alimentation et de l'hôtellerie aurait quitté le secteur, selon leur syndicat. Ces salariés se seraient orientés vers la logistique (notamment Amazon) ou le commerce.

Les difficultés d'embauche restent très variables d'un secteur à l'autre. Certaines entreprises continuent à supprimer des emplois, comme dans l'automobile, en pleine réorganisation, ou dans tout ce qui touche au transport aérien et au tourisme, encore en berne. D'abord sont visés les intérimaires et prestataires, bientôt ce sera le tour des CDI...

Et si la livraison, la logistique, les services à la personne ou le nettoyage ne recrutent pas aussi vite qu'ils le souhaiteraient, c'est aussi que tous cherchent à recruter en même temps. Il y a donc un effet d'embouteillage : les demandeurs d'emploi privilégient d'abord les offres qu'ils jugent meilleures, mais beaucoup devront se rabattre sur les emplois précaires qui restent. C'est en tout cas ce qu'espère le patronat, qui pourrait voir ses difficultés s'atténuer rapidement, contrairement aux chômeurs/ses.

UN DISCOURS HYPOCRITE

Au-delà des aléas de court terme, le discours sur les difficultés de recrutement n'est pas nouveau. Le patronat accuse tantôt l'insuffisance de la formation, tantôt des allocations chômage « trop généreuses ». Pourtant, ce sont bien plus souvent les conditions posées par les employeurs que le manque de candidats à l'embauche qui bloquent les recrutements. Les quatre principales causes des difficultés de recrutement citées par le patronat sont les profils « inadéquats » (75 %), les conditions de travail (32 %), le manque de moyens financiers (23 %) et le « déficit d'image » (18 %)². Ils pourraient

aussi citer les conditions d'emploi, quand, parmi les intentions d'embauches pour 2021, à peine 43 % sont en CDI et 36 % en CDD de moins de 6 mois. Quant au refus des candidats, il est basé en premier lieu sur le sempiternel « manque d'expérience », mais aussi sur un manque supposé de « motivation », évoqué par 58 % des employeurs disant avoir eu des difficultés de recrutement en 2020, avant même l'insuffisance de formation.

Bien des patrons prétendent avoir des difficultés à recruter, alors qu'ils organisent eux-mêmes le sous-effectif. Dans la santé, par exemple, certains soignants fuient les hôpitaux publics, justement parce qu'il manque du monde et que le travail en devient insupportable. La solution aux difficultés d'embauche, c'est justement plus d'embauches ! La Poste est aussi rodée au double discours, regrettant de ne pouvoir trouver assez de monde pour combler les postes vacants, mais passant son temps à mettre à la porte des salariés en intérim, CDD ou alternance qui voudraient bien rester.

Le bâtiment aussi ne manque pas de bras, malgré un discours récurrent sur la pénurie de main-d'œuvre. Le sociologue Nicolas Jounin a pointé du doigt l'hypocrisie de ce discours patronal, qui vise à délégitimer des travailleurs immigrés (souvent sans-papier) largement employés dans le secteur³. Ces travailleurs/ses ne seraient que des « expédients » faute de mieux... et donc illégitimes à revendiquer sur les salaires et les conditions de travail et illégitimes à un emploi stable.

Quand le patronat met en avant des difficultés à recruter, il s'agit donc de lui demander des comptes : sur la réalité de ces difficultés, mais aussi sur l'insuffisance des salaires et les conditions de travail.

Dans ce contexte, est-ce que le prix de la force de travail, c'est-à-dire les salaires, va s'envoler ? C'est en tout cas ce que semble craindre le patronat. Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a alerté sur France Info : « il y aura forcément des augmentations [de salaires] assez significatives l'an prochain ». Du côté du gouvernement, la ministre du Travail, Élisabeth Borne, pousse les différentes branches professionnelles à négocier des revalorisations salariales, notamment pour les salaires en dessous du Smic, qui n'aideraient pas, selon la ministre, à « l'attractivité » des métiers concernés. Le gouvernement lui-même affiche une

hausse du Smic de 2,2 % au 1^{er} octobre 2021, soit 35 euros brut.

Mais derrière tout ça, beaucoup de poudre aux yeux. D'une part, la hausse du Smic ne fait que répercuter l'inflation officielle depuis novembre 2020, comme prévu par le Code du travail. Ce qui est bien insuffisant quand les prix des produits de première nécessité (alimentation, gaz, électricité) flambent. Aucun gain réel pour les travailleurs au Smic donc. D'autre part, le patronat reste en deçà de cette inflation dans les négociations de branche en cours. Dans le secteur de la propreté, l'un des plus mal servis côté salaire, comme en conditions de travail, le patronat propose tout juste une hausse de 1,6 % du salaire de base. Dans l'hébergement-restauration, les représentants patronaux, reçus avec les syndicats par la ministre du Travail le 17 septembre, sont plus prompts à réclamer de nouveaux allègements fiscaux et des baisses de cotisations sociales qu'à proposer des augmentations de salaires ou à revoir les conditions de travail et les horaires.

Plus que sur des hausses de salaires, le patronat mise sur la pression à l'encontre des chômeurs pour « attirer » de la main-d'œuvre et embaucher à meilleur tarif. Ce n'est pas un hasard si cette plainte sur les difficultés d'embauche et les offres d'emplois qui se multiplieraient survient au moment précis où il s'agit de mettre en œuvre la réforme de l'assurance chômage, reportée une première fois par le Conseil d'État car jugée trop violente en période de crise.

Les travailleurs ne peuvent compter sur une pénurie de main-d'œuvre supposée pour espérer voir leurs conditions s'améliorer d'elles-mêmes. Seul un rapport de forces construit collectivement changera réellement la donne. □

1) Le halo autour du chômage regroupe les personnes sans emploi qui voudraient en avoir, mais ne répondent pas aux critères officiels du Bureau international du travail pour être comptés comme chômeuses (avoir cherché activement un emploi et être disponible pour commencer à travailler dans les deux semaines). Rappelons que les chiffres de Pôle emploi sur les « demandeurs d'emploi » ne coïncident pas avec ceux de l'INSEE.

2) Selon l'enquête Besoins en main-d'œuvre réalisée par Pôle emploi en mai 2021. <https://statistiques.pole-emploi.org/bmo>

3) Nicolas Jounin (2008), « Humiliations ordinaires et contestations silencieuses. La situation des travailleurs précaires des chantiers », Sociétés contemporaines n° 70. <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2008-2-page-25.html>. On peut lire aussi avec intérêt son livre, datant de 2008, Chantier interdit au public, sur l'intérim dans le bâtiment.

Haïti : le passé hante le présent

PAR KAROL PÉRALTE

Haïti offre l'image d'un pays frappé par les cyclones, les tremblements de terre, sur un fond de misère sociale, de désastre écologique et d'instabilité politique. Certains, racistes inconscients ou actifs, n'hésitent pas à parler de pays « maudit ». La réalité est tout autre. Il suffit de connaître son histoire, marquée par le colonialisme, l'impérialisme et une exploitation de classe féroce. Cet article tente d'en présenter les principaux traits.

La République d'Haïti est née dans des circonstances uniques. La résistance des esclaves qui affrontent les maîtres, ou des « marrons », mot désignant ceux qui s'échappent dans les montagnes, n'a jamais cessé. Elle aboutit, suite à la cérémonie de Bois Caïman, à un soulèvement général dans le Nord en 1791, qui conduira à « l'indépendance » en 1804. Mais « l'indépendance » n'avait pas de base matérielle et fort peu de moyens pour imposer la nouvelle nation face à ses ennemis. En 1804, Haïti est un territoire ravagé par la guerre. L'infrastructure économique, plantations comme ports et villes, a été détruite par le feu. La situation est pire sur le plan humain. L'essentiel des colons et de leurs soutiens, civils ou militaires, a péri ou fui. Les esclaves, dont le nombre est estimé par les historiens à un demi-million, sont tombés en masse pendant la guerre. Les survivants refusent le retour aux plantations et le régime de travail forcé que veulent leur imposer les nouveaux maîtres issus de l'insurrection.

UNE NAISSANCE AU FORCEPS

À la différence d'autres colonies du Continent, ce ne sont pas les colons qui ont acquis l'indépendance, ce sont des esclaves révoltés, dont 60 % étaient nés dans plusieurs régions d'Afrique. Ils arrivaient sur l'île sans langue et culture communes, mais ont réussi la prouesse de se libérer de la principale

puissance européenne, mettant en pièces, il est vrai avec l'appui de la fièvre jaune, environ 30 000 soldats de la meilleure armée de monde, commandée par Leclerc, beau-frère de Bonaparte. C'est bien plus que la révolution qu'ont connue juste avant les États-Unis ou la France.

Les États européens, tout comme les États-Unis qui ont conquis leur indépendance dix ans plus tôt, sont très hostiles à la jeune république. La première victoire de cette ampleur d'une révolte d'esclaves et première république noire est traitée comme un État paria et à abattre, dont l'exemple menace la stabilité du monde colonial et de l'accumulation capitaliste. Ce n'est qu'en 1862 que les États-Unis reconnaissent la République d'Haïti, soit après la libération des esclaves, suite à la victoire du Nord industriel sur le Sud agricole enrichi par les plantations esclavagistes.

L'hostilité de la France à l'indépendance d'Haïti est bien plus grande encore, car la colonie qui avait pour nom Saint-Domingue était la plus riche des Amériques. Les colons planteurs de tabac qui avaient été ruinés par la concurrence de la Virginie à la fin du XVII^e siècle, laissèrent le terrain libre au développement de grandes plantations d'indigotiers et surtout de canne à sucre. À la veille du soulèvement de 1791, avec près de 800 usines à sucre, la colonie dite « Perle des Antilles » est le premier

producteur mondial de sucre. La réduction à l'esclavage d'un demi-million d'Africains dans la production de sucre et d'indigo, puis de café et de coton, ont fait la richesse des colons, des marchands, des armateurs, des banquiers et des ports français. D'où la tentative de Bonaparte de rétablir l'esclavage, puis après sa défaite et l'indépendance, de rétablir le régime colonial.

LA DETTE OU L'INVASION

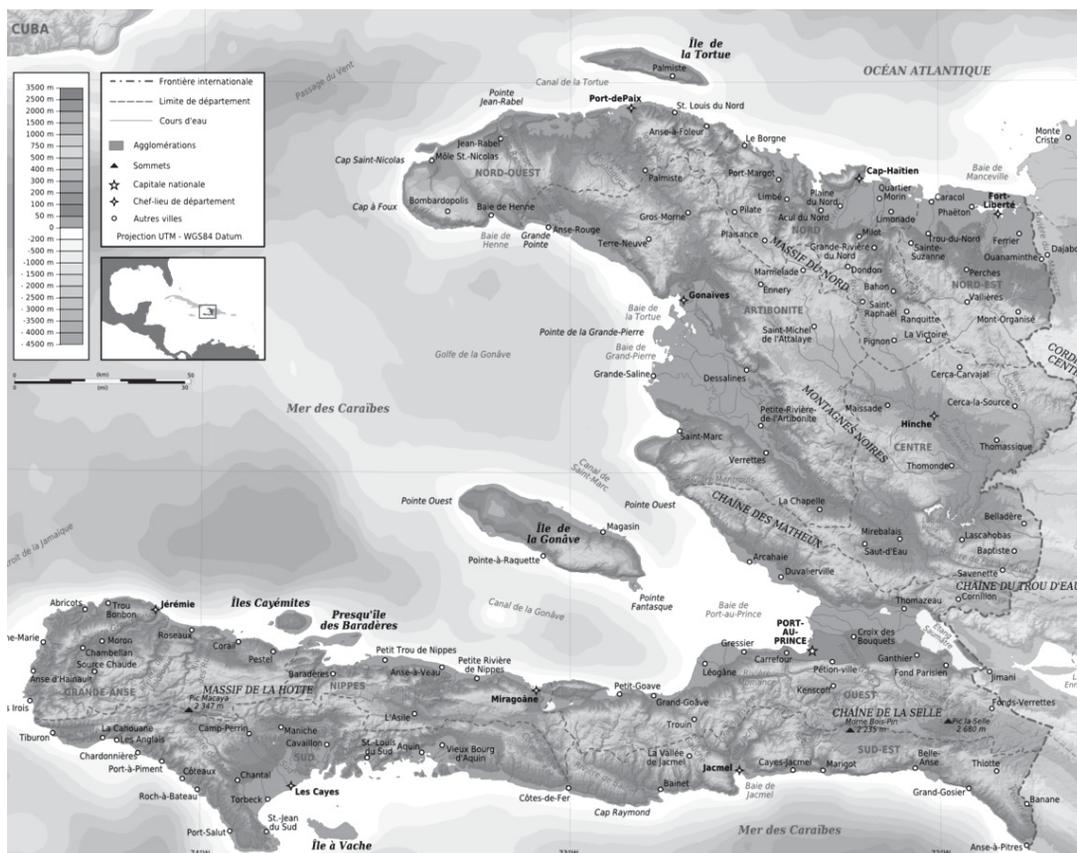
Face à la menace de nouvelle intervention française, le jeune État occupe en 1822 la partie Est de l'île, colonie espagnole, notamment ses ports, pour affronter la menace d'invasion et libérer les esclaves. La France et le président Boyer négocient un accord portant reconnaissance par la France de l'indépendance de la République d'Haïti. En 1925, Charles X impose son texte d'accord sous la menace d'une escadre de 12 navires de guerre français équipés de 500 canons. L'accord inclut la réduction de 50 % des droits de douane sur les marchandises françaises, une forme de rétablissement du régime commercial colonial. Il inclut surtout une dette de 150 millions de Francs or, réduite sous Louis-Philippe à 90 millions, une somme considérable. La dette destinée à « payer » les terres perdues et la « perte » des esclaves entravera le développement pendant tout le XIX^e siècle.

PREMIER DÉCOLONISÉ ET RECOLONISÉ

Le paiement de la dette a reposé sur une taxe sur l'exportation de café et, pour cela, le président Boyer a imposé un code rural (1826), base d'un « apartheid légal » entre les populations urbaines et rurales. Pour payer les échéances de cette dette, puis d'autres encore, l'État haïtien a accumulé les emprunts. Après avoir payé la dette de l'Indépendance, il a dû continuer à enrichir les banques françaises. L'une d'elles créa en Haïti une banque qualifiée de « friponne » et d'État dans l'État. Les dettes envers les banques françaises seront soldées en 1922, grâce à un gros emprunt auprès de Wall Street sous la pression des occupants étatsuniens. La dette de l'Indépendance a été estimée sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide à 21 milliards de dollars d'aujourd'hui. Sa campagne pour un remboursement a peut-être compté dans son renversement en 2004. Entre guerre, militarisation face à la menace de guerre par la France, et ruine par la finance, Haïti n'est pas devenue économiquement indépendante. Premier pays décolonisé de ce qu'on appellera le tiers monde, Haïti est resté isolé et a été aussi le premier pays à être néo colonisé. Mais le pire, si c'est possible, arrive au XX^e siècle, avec l'occupation militaire par les États-Unis, qui ouvre plus d'un siècle de domination impérialiste, qui dure encore.

PRISONNIER DE L'IMPÉRIALISME JUSQU'À CE JOUR

Dans les années 1870, suite à l'effondrement des cours du café, et alors que le service de la dette représente 40 % des recettes de l'État, des compagnies étrangères intensifient l'exploitation du bois. Au début du XX^e siècle, les investissements des États-Unis en Haïti (notamment banques, chemins de fer, transports urbains) entrent en concurrence avec ceux de l'Allemagne. Des financiers étatsuniens se disent prêts à



investir si Washington prend en mains la direction des affaires en Haïti. Prenant le prétexte de graves troubles politiques, les États-Unis envahissent le pays en 1915. Profitant de la Première Guerre mondiale, ils évincent les Allemands, dont les biens sont confisqués. Ils prennent le contrôle direct du pays et de ses finances. Haïti n'avait jamais eu son indépendance économique. Elle perd alors sa légende d'indépendance politique. Rappelons qu'à l'époque les États-Unis, inspirés par la doctrine de Monroe, ont multiplié les interventions impérialistes : Cuba et Porto Rico (1898), Panama (1903), Honduras (1909), Nicaragua (1912), Mexique (1914), République dominicaine (1916). Toute l'administration du pays passe dans les mains des occupants. En 1917, ils créent un corps militaire sous leur direction, la Gendarmerie. La résistance armée (les « Cacos »), conduite par Charlemagne Peralte, est vaincue en 1920. Lui-même est assassiné en 1919. Des paysanNEs sont bombardés et massacrés, des milliers mis en prison ou enfermés dans un camp.

AU SERVICE DE WALL STREET

La loi de 1805 interdisant aux étrangers la possession de terres est abolie. De nombreux paysanNEs sont déposés au profit de firmes nord-américaines. L'exploitation du bois et la

déforestation s'accroissent. Les autorités rétablissent une corvée, tombée en désuétude depuis longtemps, autant et parfois plus lourde encore que celle des codes ruraux du XIX^e siècle. Le travail forcé est principalement destiné à la construction de routes indispensables aux exportations. Le commerce est réorienté de l'Europe vers les États-Unis. De nouvelles taxes sont créées, ce qui, en complément des droits de douane, assure le remboursement des dettes vis-à-vis des banques des États-Unis. L'année 1929 est marquée par un mouvement lycéen et étudiant, qui déclenche la loi martiale, puis par le massacre de Marchaterre. Mais 1929 est aussi l'année de la grande crise, qui détournera l'attention du président Hoover, et aboutira en 1934 au départ des Marines. En 1936, dans une déclaration à un comité du Sénat des États-Unis, le major Butler, ancien Haut-Commissaire en Haïti, illustra fort bien, a priori sans le savoir, la thèse de Lénine sur le capital financier dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* : « J'ai servi pendant 30 ans dans les unités les plus combattives, les Marines. Je crois que j'ai agi comme un bandit hautement qualifié au service des grandes affaires de Wall Street. »

DEUX SIÈCLES D'UNE FÉROCE DOMINATION DE CLASSE

Édifiée peu après l'indépendance, une grandiose citadelle se dresse sur un piton rocheux dans le Nord d'Haïti. Elle fut construite sous Henri Christophe, un des principaux généraux de la révolution, qui bientôt se proclama roi. Ce monument est un motif de fierté nationale qui témoigne de la détermination à protéger Haïti d'une éventuelle invasion française. Le revers de la médaille est que sur les vingt mille paysans et soldats qui participèrent à l'édification de la citadelle, deux mille seraient morts à la tâche. Il semble bien qu'ils étaient enrôlés de force. Reproduisant le modèle en vigueur dans les puissances coloniales, le roi Christophe créa une aristocratie composée de membres de sa famille et de chefs militaires qui reçurent en don des terres de l'État.

Quant à la masse des anciens esclaves et à leurs enfants, ils étaient soumis à une discipline de fer et tenus de cultiver les grandes plantations auxquelles ils avaient été enchaînés avant la révolution. Christophe régna dans la partie Nord d'Haïti jusqu'en 1820. Dans le Sud se mit en place une république. Mais là aussi, les chefs militaires s'approprièrent une grande partie des terres des colons, nationalisées après la révolution. Ainsi, à travers tout le territoire, la masse des anciens esclaves fut dépouillée des terres qui leur revenaient. Ils furent aussi dépouillés du fruit de leur travail. Ce sont eux et elles qui s'échinèrent pour payer la dette de l'Indépendance.

Continuer à travailler sur des plantations qui ne leur appartenaient pas, comme au temps de l'esclavage, cela n'était pas du goût de la paysannerie. Elle voulait disposer de ses propres terres. Certains ont défriché des terres inexploitées dans les montagnes. D'autres ont versé une rente (jusqu'à la moitié des récoltes) pour disposer de parcelles sur les domaines des grands propriétaires et de l'État. D'autres, en toute illégalité, grappillèrent des lopins de terre sur ces domaines. D'autres enfin ont réussi à acheter des parcelles. À plusieurs reprises, la résistance des paysannes déboucha sur de grandes révoltes.

UNE RÉVOLUTION INACHEVÉE

Le système mis en place au début du XIX^e siècle s'est longtemps perpétué. Au sommet, dominait le chef de l'État, en général président de la République (parfois à vie). Audessous se trouvaient les dignitaires du régime, qui recevaient en dons des terres de l'État. Parmi eux les généraux, qui commandaient une armée pléthorique chargée de contrôler la paysannerie. La caste des officiers était traversée de nombreuses divisions. Une bourgeoisie commerçante, au début rachitique, a complété le tableau des classes dominantes.

La révolution haïtienne est restée inachevée. Elle fut très tôt confisquée par de petites minorités qui se sont entredéchirées. Christophe avait porté un projet de développement national, économique et social (tout comme ses prédécesseurs Toussaint Louverture et Dessalines). Il fonda des manufactures et ouvrit nombre d'écoles. Il n'en fut pas de même pour la classe militaro-rentière qui suivit. La modernisation du pays était le cadet de leurs soucis. Certes le budget national était fortement entamé par le paiement de la dette de l'Indépendance. Mais alors que l'État pressurait les paysans, quelle était la contribution des grands propriétaires ?

L'étroitesse de la base sociale des élites au pouvoir et leurs divisions internes les rendaient incapables de s'opposer à la finance internationale et aux menaces des grandes puissances. Allant de crise en crise, le pillage des finances publiques devint bientôt une de leurs raisons d'être. Cette activité est restée jusqu'à aujourd'hui une caractéristique du pouvoir politique haïtien et un grand obstacle au développement.

Au fil des années, une bourgeoisie d'affaires prit de plus en plus d'importance. Les exportations de café furent à la base de nombreuses fortunes. Elles ont enrichi des grands négociants, la plupart étrangers, installés dans les ports. Ils se firent également importateurs et créanciers de l'État, sans jamais investir en Haïti. Les intermédiaires qui collectaient le café auprès des paysans et une nuée de petits banquiers, d'usuriers, de courtiers, profitaient des transactions. Tout un monde qui vivait en parasite sur le dos de la paysannerie.

LUMPEN BOURGEOISIE

L'occupation étatsunienne de 1915 ouvrit une nouvelle ère qui n'est pas close. Elle est notamment marquée par la transformation des classes dominantes et la crise agraire. Le poids des grands propriétaires s'est amoindri. En fait il semble bien qu'en Haïti la propriété de la terre n'a jamais été suffisante pour bâtir de très grosses fortunes. Il n'en a pas été de même pour le secteur commercial et financier...sans parler des activités liées au trafic de cocaïne.

Prenons l'exemple d'un des piliers de l'oligarchie haïtienne, la dynastie Brandt. Elle est d'origine étrangère comme la plupart des familles très riches d'Haïti. Son fondateur, un Anglo-Jamaïcain, est arrivé sous l'occupation américaine. Un ministre des Finances, qui l'avait connu pendant son exil en Jamaïque, le plaça à la tête d'une banque. Grand magouilleur proche du pouvoir, Oswald Brandt sut bénéficier de la nationalisation des biens de citoyens allemands. Il devint bientôt un magnat du café et de l'import-export. Au contraire des négociants du XIX^e siècle, les Brandt ont investi tous azimuts : usines de produits alimentaires, achats de terres, création d'une banque etc. Aucun secteur lucratif n'a été négligé : il y a quelques années un rejeton de la famille a été accusé d'être au centre d'un réseau de kidnapping. Néanmoins, hormis quelques usines de produits alimentaires, l'oligarchie haïtienne s'est concentrée sur la finance et l'import-export. Elle est restée avant tout parasitaire.

MONDIALISATION CAPITALISTE

La déforestation et la dégradation des sols ont commencé sous la décolonisation. Ayant un accès précaire à la terre, disposant de très peu de revenus, sans investissement public, sans crédit à un taux raisonnable, les petits paysans ont toujours vécu au jour le jour. Ils ont dû se contenter d'outils archaïques. Ils ont tenté de compenser ce handicap par des techniques agronomiques innovantes. Mais leur inventivité avait des limites. Avec l'augmentation de la population, il a fallu défricher de nouvelles terres, gagnées sur des pentes escarpées au moyen de brûlis. Les périodes de jachère ont été raccourcies pour gagner du temps, de sorte que lors des fortes pluies il n'y a pas assez de végétation pour retenir la

terre. Au cours du 20^e siècle, l'érosion et l'épuisement des sols sont allés en s'accroissant.

Durant leur occupation d'Haïti, les Américains créèrent quelques grandes plantations consacrées à des denrées d'exportation. Des milliers de paysans furent chassés de leurs terres. Beaucoup allèrent couper la canne à sucre à Cuba ou en République dominicaine. Le plan des occupants se heurta à une forte opposition et resta inachevé. Au début des années 80, à la fin du règne des dictateurs Duvalier (1957-1986), il fut réactualisé par des institutions financières internationales. Une des idées de base était que l'agriculture haïtienne étant peu productive, il serait judicieux de laisser aux États-Unis le soin de vendre aux Haïtiens de quoi se nourrir. Les exploitations agricoles étant trop petites, elles devraient céder la place à de grandes propriétés cultivant des produits tropicaux pour le marché nord-américain. Main-d'œuvre docile et bon marché, les paysans en excès devaient se faire surexploiter dans d'immenses ateliers de sous-traitance au service de multinationales du textile et de l'électronique. Un des projets de zone franche portait même le nom de Hong Kong des Caraïbes.

Dans les faits, les infrastructures d'Haïti étant déficientes et la situation politique instable, les usines d'assemblage n'ont créé que quelques dizaines de milliers d'emplois à travers le pays et leurs effectifs ont beaucoup fluctué depuis 40 ans. En revanche le sabotage de l'agriculture paysanne a bien eu lieu. Exemple parmi d'autres, les États-Unis ont obtenu du président Aristide que les droits de douane sur le riz importé soient réduits à quasiment rien. Le secteur rizicole haïtien est entré en crise tandis que les importations de riz depuis les États-Unis s'envolaient.

DE LA CRISE AGRAIRE AU DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE

La conséquence de la crise agraire a été un exode massif vers Port-au-Prince. La ville est passée de 136 000 habitants en 1950 à 900 000 en 2009, et plus de 1,2 million aujourd'hui malgré le tremblement de terre très meurtrier de 2010. La zone métropolitaine accueille 2,8 millions d'habitants (environ le quart de la population totale) dans des conditions environnementales déplorable. Ainsi la crise agraire a provoqué une crise urbaine, qui a

fortement aggravé la crise écologique. L'État haïtien n'a pas réussi à échapper au sort d'une néo-colonie. Depuis le début de son histoire, la société haïtienne a été marquée par de grandes inégalités. Aujourd'hui, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, de larges catégories de la population se trouvent dans une situation de grande vulnérabilité. En plus d'une pauvreté chronique qui touche tous les aspects de la vie quotidienne, elles sont confrontées périodiquement à des chocs de tous ordres qui les menacent et que l'État prédateur ne leur donne pas les moyens d'affronter : chocs naturels (cyclones, tremblements de terre, inondations, sécheresses), épidémies, hausse soudaine des prix, conflits politiques, émeutes, actions de bandes armées.

UN SORT UNIQUE AUX AMÉRIQUES

Comment expliquer qu'Haïti soit le pays le plus pauvre du continent américain ?

- Dans le sillage de l'indépendance des États-Unis (1781) celle de presque tous les pays du continent est le fruit de la volonté des colons de se débarrasser de l'exploitation coloniale par la métropole. Ces pays ont hérité de dirigeants issus de la classe aisée, parfois déjà d'une bourgeoisie naissante. Par contre, en Haïti, les colons ont quitté le pays. La classe dirigeante est issue de la guerre pour la libération des esclaves.

- La République des esclaves libérés est placée immédiatement au ban des nations par les puissances esclavagistes. Elle doit, sous la menace, acheter sa reconnaissance internationale par la France au prix d'une dette gigantesque qui a entravé son développement.

Reste la question : comment expliquer le contraste entre Haïti et la République dominicaine qui partagent une même île de la taille de l'Irlande ? En 2020, au classement de l'indice de développement humain de l'ONU, la République dominicaine est au 70^e rang et Haïti au 170^e rang (sur 198 pays). En 2019, le PIB par habitant de la RD est avec 7 700 dollars sept fois plus élevé que celui d'Haïti.

La colonie espagnole (les deux tiers de l'île en superficie) devint la République dominicaine au milieu du XIX^e siècle. Depuis, les résultats des deux pays n'ont cessé de diverger. Ils connaissent d'abord de longues

périodes d'instabilité puis, au début du XX^e siècle, une occupation par les États-Unis. En 1930, le général Trujillo, à la tête d'une Garde nationale constituée par les États-Unis, installe une dictature (1930 - 1961). Trente ans plus tard, c'est Haïti qui connaît la dictature des Duvalier (Papa Doc, de 1957-1971 puis Bébé Doc jusqu'en 1986). Sous Trujillo, l'économie dominicaine connaît un important essor agricole appuyé sur une politique de grands travaux et d'accueil de communautés réfugiées. En revanche, sous les Duvalier, l'économie, déjà en crise, est laissée à l'abandon et décline. Elle reste centrée sur une agriculture aux faibles rendements. Les compétences et les investisseurs fuient le pays. La situation est encore aggravée par l'embargo économique imposé par l'ONU, après le coup d'État militaire contre Jean-Bertrand Aristide en 1991.

Dans le même temps, les investisseurs sont attirés en République dominicaine, notamment dans le tourisme et accessoirement dans les industries d'assemblage, alors qu'ils ont fui Haïti frappé par la misère et l'instabilité politique associée. L'économie dominicaine parvient alors à dominer en partie celle de sa voisine, par ses exportations, certains services et surtout l'exploitation de l'immigration haïtienne. Depuis des décennies, la surexploitation des immigrants haïtiens dans les champs de canne à sucre, puis presque toute l'agriculture et la construction, est une des sources d'accumulation de capital investi dans d'autres activités.

Pour aller plus loin : sélection bibliographique

Suzy CASTOR, L'occupation américaine d'Haïti, Port-au-Prince, 1988, livre lisible à : http://classiques.uqac.ca/contemporains/Castor_Suzy/Occupation_americaque_Haiti/Occupation_americaque_Haiti.html ou <https://tinyurl.com/xu54tb24>

Gusti-Klara GAILLARD, Haïti : Il y a 196 ans, la « dette » de l'indépendance, <https://cadtm.org/Haiti-Il-y-a-196-ans-la-dette-de-l-independance> ou <https://tinyurl.com/h8bxvj37>

Benoit JOACHIM, Les racines du sous-développement en Haïti, Port-au-Prince, 1982, livre lisible à : http://classiques.uqac.ca/contemporains/joachim_benoit/Racines_sous-developpement_Haiti/Racines_sous-developpement_Haiti.html ou <https://tinyurl.com/eu5fmbvw>

Sophie PERCHELLET, Haïti : Des siècles de colonisation et de domination, <https://cadtm.org/Haiti-Des-siecles-de-colonisation> ou <https://tinyurl.com/4tu4av9b>

Jean-Marie THEODAT, Haïti - République dominicaine, Une île pour deux, 1804-1916, Editions Karthala, Paris, 2003

Face à la crise climatique, l'urgence écosocialiste

DOSSIER RÉALISÉ PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

Les événements climatiques extrêmes – mégafeux, inondations et glissements de terrain, sécheresses, canicules... –, exceptionnels il y a quelques décennies, sont devenus, au sens propre du terme, quotidiens.

Nous l'avons vécu cet été avec les incendies, du Canada à la Sibérie et le bassin méditerranéen, avec les inondations qui ont dévasté des régions entières en Belgique, en Allemagne ou au Japon, puis noyé New York...

« L'Atlas de la mortalité et des pertes économiques dues aux phénomènes météorologiques, climatiques et hydriques extrêmes (1970-2019) » rendu public par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) le confirme : « une catastrophe d'origine météorologique, climatique ou hydrologique a été enregistrée

en moyenne par jour au cours des 50 dernières années, entraînant quotidiennement le décès de 115 personnes ». Dit autrement, entre 1970 et 2019 le nombre de catastrophes dues aux phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes a été multiplié par cinq pour atteindre plus de 11 000, causant plus de 2 millions de morts. Plus de 91 % de ces décès sont survenus dans des pays en développement (classification des Nations unies). Parmi les catastrophes les plus graves au cours de ces cinquante années, ce sont d'abord les sécheresses et les

cyclones tropicaux qui ont été les plus meurtriers, suivis par les inondations et les températures extrêmes.

C'est aussi ce que traduisent, avec les limites du genre, différents sondages d'opinion dont celui d'Harris Interactive publié cet été : 53 % des personnes interrogées se disent inquiètes, et elles le sont principalement, à 84 %, en raison du dérèglement climatique. Plus récemment, selon l'enquête menée auprès de 10 000 jeunes de 10 pays : 83 % se déclarent en accord avec l'affirmation selon laquelle « on a échoué à prendre soin de la planète »... □



Manifestation et grève pour le climat de la jeunesse, Paris, 20 septembre 2019. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Dérèglement climatique : le constat alarmant du GIEC

L'image de Charlot mangeant sa chaussure en cuir pour ne pas mourir de faim dans « La ruée vers l'or » a marqué les esprits. En 2021, la réalité a rattrapé la fiction : à Madagascar, des familles font bouillir des chutes de cuir pour calmer leur faim¹. Selon l'ONU, le pays, touché par sa pire sécheresse depuis 40 ans, est le premier confronté à une famine liée au réchauffement climatique.

C'est dans ce contexte qu'a été publié, le 9 août dernier, le premier volet du 6^e rapport d'évaluation du GIEC. Pour le GIEC, plus de doute : les activités humaines sont « sans équivoque » à l'origine du réchauffement de la planète observé depuis 1850, début de la révolution industrielle. La décennie 2010-2019 est la plus chaude depuis deux mille ans et probablement depuis cent mille ans. Pour nous convaincre du sérieux de ce constat alarmant, revenons sur la création du GIEC et sa structure particulière. Au début des années 1980, il devient de plus en plus évident que la concentration atmosphérique en dioxyde de carbone (CO₂) tend à augmenter du fait des activités humaines, ce qui entraîne une hausse des températures. En 1988, le GIEC est créé, sur proposition du G7 à travers l'impulsion de Reagan et Thatcher. Le GIEC a pour mission de recueillir et synthétiser les informations sur les changements climatiques issues de publications scientifiques. Si le recueil des informations est réalisé par des scientifiques, « la revue finale du rapport, avant publication, est assurée par des experts nommés par les gouvernements. Ils se réunissent pendant une semaine et révisent ligne par ligne la quinzaine de pages du résumé du rapport, jusqu'au consensus² ». Pour Reagan, la présence des gouvernements est nécessaire, afin de ne pas confier les rênes de l'expertise sur le changement climatique à une agence de l'ONU purement scientifique, soupçonnée de militantisme écologique. Pour Thatcher, la création du GIEC semble avoir notamment été motivée par des enjeux de politique interne : pointer le rôle des énergies fossiles dans le

réchauffement climatique était l'occasion d'avancer des pions dans sa lutte contre les syndicats des mineurs du charbon.

Comment un organisme auquel 195 gouvernements participent et dont les rapports sont finalisés par consensus pourrait-il aboutir à des conclusions radicales ? Selon Jean-Charles Hourcade, « avec cette tension organisée entre scientifiques et politiques, on est bien loin de l'image d'un groupe de pression écolo déguisé en scientifiques. On peut au contraire arguer que, pour faire passer une rédaction sans le veto de pays comme l'Arabie saoudite ou les États-Unis de G. Bush, les rédacteurs tendent, surtout dans le résumé pour décideurs, à adoucir leurs messages. C'est pourquoi, par exemple, il fallut attendre le troisième rapport du GIEC pour que soit proclamée quasi certaine l'origine anthropique du réchauffement³ ».

Mais cette faiblesse fait sa force : « le GIEC voit ses rapports difficilement contestables par les pouvoirs politiques, puisqu'ils les signent⁴ ».

Le GIEC est organisé en trois groupes de travail. Le groupe 1 évalue les aspects scientifiques des changements climatiques. Le groupe 2 étudie les conséquences, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques. Le groupe 3 étudie les solutions envisageables pour atténuer les changements climatiques. Le GIEC publie un rapport d'évaluation tous les 5 à 8 ans. Chaque rapport comporte un volet pour chaque groupe de travail. Un volet est composé de trois documents : rapport complet, résumé technique et résumé à l'intention des décideurs.

Le premier rapport du GIEC, publié en 1990, montre que les activités humaines

accroissent sensiblement la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre (GES), ce qui renforce l'effet de serre naturel, d'où une augmentation de la température de l'atmosphère et une augmentation du niveau des mers. Le GIEC souligne toutefois les incertitudes relatives aux prévisions et se donne 10 ans pour pouvoir confirmer le renforcement de l'effet de serre.

En 2014, le cinquième rapport confirme le rôle dominant de l'influence humaine sur le réchauffement climatique, en soulignant qu'il est encore possible de limiter l'élévation de la température à 2 °C en moyenne planétaire sur les émissions mondiales de GES si elles sont réduites de 40 à 70 % entre 2010 et 2050.

Le sixième rapport du GIEC est en cours de finalisation. Les volets 2 et 3 sont attendus dans les prochains mois. Son premier volet, paru le 9 août 2021, a fait grand bruit.

Pour le GIEC, plus d'ambiguïté : ce sont bel et bien les activités humaines, à travers l'utilisation des combustibles fossiles, qui modifient le climat. « Chacune des quatre dernières décennies a été successivement plus chaude que toute décennie depuis 1850⁵ ». La valeur la plus probable de la hausse de la température moyenne de la surface du globe entre la décennie 2010-2019 par rapport à la période 1850-1900 est de 1,09 °C, dont 1,07 °C seraient d'origine anthropique. Le GIEC ajoute que « le changement climatique induit par l'homme affecte déjà de nombreux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes dans toutes les régions du





monde », tels que les vagues de chaleur, les fortes précipitations, les sécheresses et les cyclones tropicaux.

En couplant l'ensemble des connaissances accumulées à l'augmentation de la puissance de calcul des logiciels de modélisation, le GIEC peut désormais déterminer les conséquences régionales du réchauffement climatique, dans 45 unités géographiques de superficies comparables (ouest de l'Amérique du Nord, nord de l'Amérique centrale, Méditerranée, plateau Tibétain, nord de l'Australie...). Du fait de l'extension des épisodes de sécheresse et du renforcement des feux de forêt, le pourtour méditerranéen est l'une des régions où les conséquences du réchauffement climatique sont les plus importantes.

Le rapport présente par ailleurs plusieurs scénarios d'évolution de changements climatiques en fonction des émissions de CO₂. Comme l'indique Daniel Tanuro⁶, « même si la COP26 (à Glasgow, en novembre) décidait d'appliquer le plus radical des scénarios de stabilisation étudiés par les climatologues, à savoir celui qui assure la réduction la plus rapide des émissions de CO₂ et annule les émissions mondiales nettes en 2060 au plus tard (tout en réduisant aussi les émissions des autres GES), l'humanité devrait affronter de terribles perspectives » : réchauffement accéléré en Arctique, augmentation de la fréquence des vagues de chaleur, amplification des dégagements de méthane dus à la fonte du permafrost...

Si la compréhension de l'impact anthropique sur le climat fait désormais consensus, il n'en est pas de même pour les solutions à mettre en œuvre pour limiter le dérèglement. « À mesure qu'on rentre dans une phase décisionnelle, l'attention va se concentrer sur les groupes 2 et 3 du GIEC jusqu'ici moins en première ligne que le groupe 1. Or ils couvrent des domaines dans lesquels les incertitudes sont d'un ordre de grandeur supérieur à celles des

modèles climatiques et qui sont difficilement isolables de questions éthiques et politiques⁷ ».

En 2018, le GIEC publie un « Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C⁸ », comportant une évaluation de 23 actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre au regard des objectifs de « développement durable » fixés par l'ONU en 2015. L'analyse détaillée de ce rapport effectuée par l'association Négawatt⁹ est utile, bien qu'elle ne remette pas en cause le concept oxymorique de « développement durable » visant simplement à reverdir le capitalisme. Selon Négawatt, les actions les plus soutenables sont celles « visant à réduire le niveau de consommation, à développer les énergies renouvelables électriques en remplacement d'énergies fossiles et à améliorer la gestion du bétail et du fumier [...]. En bas de classement figurent les options technologiques de capture et séquestration du carbone, la géo-ingénierie des océans, et enfin le remplacement du charbon par du nucléaire ». Les 4 trajectoires proposées par le GIEC dans le résumé pour les décideurs comportent toutes une hausse de la production nucléaire d'ici 2050. Pourtant, le recours au nucléaire n'est pas systématique : ces trajectoires sont issues de 90 scénarios respectant l'objectif 1,5 °C dont plusieurs envisagent une réduction de la puissance nucléaire installée au niveau mondial. Inversement, « les énergies renouvelables forment le socle de la grande majorité des scénarios ; elles sont (très) largement prépondérantes dès lors qu'une action ambitieuse de réduction des consommations est intégrée. C'est principalement lorsque la demande d'énergie croît que le recours au nucléaire et/ou à la capture-séquestration du carbone devient nécessaire ».

N'en déplaise aux scientifiques de toute obédience, les solutions miracles n'existent pas : seule une réduction drastique de la consommation énergétique permettra de lutter véritablement contre le réchauffement climatique. Comme l'écrivit très

justement Daniel Tanuro, « sachant que trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel et que les 10 % les plus riches de la population émettent plus de 50 % du CO₂ global, la conclusion est imparable : changer de système énergétique pour rester sous 1,5 °C tout en consacrant plus d'énergie à satisfaire les droits légitimes des démunis est rigoureusement incompatible avec la poursuite de l'accumulation capitaliste génératrice de destructions écologiques et d'inégalités sociales croissantes. La catastrophe ne peut être stoppée d'une façon digne de l'humanité que par un double mouvement consistant à réduire la production globale et à réorienter radicalement au service des besoins humains réels, ceux de la majorité, démocratiquement déterminés. Ce double mouvement passe forcément par la suppression des productions inutiles ou nuisibles et l'expropriation des monopoles capitalistes – en premier lieu dans l'énergie, la finance et l'agrobusiness. Il passe aussi par une réduction draconienne des extravagances de consommation des riches. En d'autres termes, l'alternative est dramatiquement simple : soit l'humanité liquidera le capitalisme, soit le capitalisme liquidera des millions d'innocents pour continuer sa course barbare sur une planète mutilée, et peut-être invivable ». □

1) https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/madagascar/madagascar-une-famine-causee-par-le-rechauffement-climatique_4683471.html

2) <https://reporterre.net/Le-Giec-a-trente-ans-son-histoire-son-role-et-un-climat-toujours-plus-chaud>
3) Hourcade J.-C., « Des liens compliqués entre sciences et politique à propos du Giec », Revue Projet 2009/6 (n°313), p. 42 à 47 (<https://www.cairn.info/revue-projet-2009-6-page-42.htm#no5>).

4) https://www.liberation.fr/sciences/2014/11/02/comment-cette-structure-a-impose-son-autorite-scientifique_1134764/

5) IPCC, « Climate Change 2021 – The Physical Science Basis – Summary for Policymakers », https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_SPM.pdf

6) Tanuro D., « Au bord du gouffre. Le scénario que le GIEC ne modélise pas », Contretemps, 10/08/2021, <https://www.contretemps.eu/rapport-giec-climat-catastrophe-capitalisme-ecologie/>.

7) Hourcade J.-C., op. cit.

8) https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf

9) Association Négawatt, « Quelle place pour le nucléaire et les énergies renouvelables dans les trajectoires mondiales de neutralité carbone ? », septembre 2020, https://www.negawatt.org/IMG/pdf/200924_note_nucleaire-et-les-energies-renouvelables-dans-les-trajectoires-mondiales-de-neutralite-carbone.pdf.



Pico Bolívar 1950–2011. © Wilfredor / Wikicommons



Penser ensemble climat et biodiversité

Si rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, de l'ONU), rendu public le 23 juin, puis celui plus récent encore du 9 août ont eu la couverture médiatique justifiée par les enjeux, il en est malheureusement autrement des rapports de l'IPBES (l'équivalent du GIEC pour la biodiversité).

Ainsi, les médias ont à peine parlé du premier rapport commun entre les deux organismes, issu d'un travail commun en décembre 2020, et rendu public le 10 juin dernier. C'est évidemment fort regrettable tant il est remarquable que pour la première fois officiellement sont mis en évidence les liens entre crise climatique et effondrement de la biodiversité, liens sur lesquels de nombreux experts alertent depuis des années. Est enfin reconnu le fait que, si la crise climatique affecte la biodiversité, l'effondrement de la biodiversité influe négativement de manière majeure sur notre capacité à gérer la crise climatique.

Au passage, non seulement les médias y ont accordé une faible place, mais même le ministère de l'Écologie français ne semble pas avoir compris l'importance de ce rapport commun. Ainsi, seule une version en anglais (fort confidentielle) est disponible. Vous le chercheriez en vain sur le site du ministère. Pour en avoir connaissance, il faut aller sur le site de l'IPBES : « Biodiversity and climate change¹ ».

Il faut noter l'avertissement en tête de rapport : le document n'est pas officiellement validé par les deux instances. En fait, cela ne remet pas en cause sa validité scientifique. Il a été écrit par 60 chercheurs, à moitié issus du GIEC (climatologues) et de l'IPBES (spécialistes de la biodiversité). S'il n'est pas « validé », c'est parce que les États membres de l'ONU qui contrôlent les deux instances, ne l'ont pas signé.

En positif le document rappelle de nombreuses fois le lien entre crise climatique et crise de la biodiversité dans

les deux sens : la crise climatique accélère le déclin des espèces, le déclin des espèces accélère la crise climatique et porte atteinte à la capacité des humains à la contrôler.

Il peut y avoir des actes contradictoires, les actions pour enrayer la crise climatique peuvent paraître positives dans un premier temps, mais altèrent la biodiversité et donc seraient négatives à terme. Il en est ainsi de l'impasse visant à des reboisements artificiels aussi bien en termes de solution bas carbone que par leur impact négatif sur la biodiversité. L'inverse n'est pas vrai : les actions pouvant améliorer la biodiversité sont toujours positives pour le climat.

La complexité des interactions et, en fait, le manque de connaissances pourraient conduire à être trop optimistes ou trop pessimistes ! Le rapport note ainsi la très grande incertitude sur les changements climatiques projetés.

Les objectifs fixés pour la biodiversité pour 2020 (« Objectifs d'Aichi ») n'ont pas été atteints et les politiques d'aires protégées sont nécessaires mais pas suffisantes. Les « actions basées sur la nature » (agir pour la biodiversité) ne peuvent suffire et doivent être couplées avec des actions pour limiter les rejets anthropiques de CO₂.

Il souligne certains impacts négatifs sur la biodiversité des productions d'énergie renouvelables (éolien, solaire), l'inefficacité des solutions de compensation carbone, l'urgence de cesser la déforestation, la sur-fertilisation et la surpêche, la nécessité de diminuer la demande de viande de ruminants et de produits laitiers.

Cependant, il évite soigneusement de montrer la contradiction entre les objectifs (climat, biodiversité) et le maintien de sociétés inégalitaires. Il fait complètement l'impasse sur la question du nucléaire (et de ses dangers sur la biodiversité) qui nous est tout de même présenté comme « la » réponse à la crise climatique par de nombreux États. Enfin, le document est écrit avec un incroyable verbiage et des répétitions manquant de solidité scientifique, ce qui nuira sans aucun doute à la capacité des citoyens de s'emparer du document, que les États ont par ailleurs évité de traduire et de vulgariser... Mais, probablement, les scientifiques ont cherché ainsi à éviter... la censure des États !

ALORS QUE CONSTATE CE RAPPORT ?

D'abord que parmi les diverses causes de l'effondrement de la biodiversité (changement d'utilisation des sols, exploitation intensive des ressources, pollutions, espèces invasives), le réchauffement climatique figure en bonne place.

Le rapport note ainsi que « même à 1,5 °C, les conditions de vie vont changer au-delà de la capacité de certains organismes à s'adapter ». Des écosystèmes sont plus menacés que d'autres, comme les récifs coralliens, et des espèces plus en danger que d'autres, comme toutes celles vivant près des pôles, là où l'impact du réchauffement est de trois à cinq fois plus fort que sur





le reste de la planète.

Le dérèglement climatique induit le dépérissement des forêts, l'augmentation des attaques de parasites, l'augmentation des incendies (on l'a vu cet été de manière spectaculaire avec le développement des mégafeux, au cœur même de l'Europe), le dégel du permafrost qui conduit à l'augmentation de la décomposition de la matière organique et menace l'existence même des écosystèmes de toundra et des tourbières, le réchauffement des océans qui conduit à la diminution de l'oxygène dissous et impacte fortement de nombreuses espèces marines. Ainsi, un réchauffement global de 2 °C indique la perte des massifs coralliens, par acidification. En 200 ans, on est au-dessus des derniers 300 millions d'années pour la disparition de cet écosystème. Et ces récifs sont l'équivalent des forêts tropicales en milieu maritime.

Dans cette affaire, il y aura plus de perdants que de gagnants. Les espèces ne se déplacent pas ou très peu, ce sont les populations par sélection naturelle qui modifient leur aire de répartition. Et il est très difficile et très long de conquérir de nouveaux territoires.

Évidemment quelques espèces sont (provisoirement !) gagnantes. Certaines augmentent leur aire de répartition vers le nord, mais pas toujours avec la compensation d'effectifs due à la perte de territoires plus au sud. D'autres hivernent plus au nord (comme la Cigogne blanche ou l'Hirondelle rustique en France), ou vont migrer moins loin. Certaines changent leur voie de migration pour compenser la désertification plus au sud. Un exemple est donné par une petite espèce d'oiseau européenne, la Fauvette à tête noire, dont une partie de la population a pu (en 30 ans !) remplacer les territoires d'hivernage africains par des secteurs situés en... Europe de l'Ouest.

Mais la plupart sont perdantes. Les espèces nordiques déclinent. En montagne, les espèces cherchent à monter en altitude comme le papillon Apollon. Une étude autrichienne indique la disparition de plantes d'altitude (reliques glaciaires). Dans les Alpes, un oiseau, le Lagopède alpin est observé 100 m plus haut qu'il y a 10 ans. On constate aussi un décalage migration-proies comme pour le Gobemouche noir, passereau

nordique, qui est programmé pour revenir aux mêmes dates depuis des milliers d'années, mais qui ne peut plus élever ses nichées car les proies (insectes) ont vu leur pic de présence avancé de plusieurs semaines suite au réchauffement. Les colonies d'oiseaux marins deviennent stériles suite à la montée vers le nord des proies.

La toundra nordique disparaît et avec elle le cortège des nombreuses espèces qui s'y était adapté comme par exemple le Renard polaire, victime de la nouvelle compétition avec le Renard roux qui envahit son territoire. Des espèces sont victimes de parasites nouveaux comme les amphibiens, les abeilles, auxquels elles n'ont pas le temps de s'adapter.

Les systèmes de coévolution entre espèces sont perturbés : avec l'augmentation du CO₂ les plantes poussent plus vite mais la teneur en azote nécessaire à la synthèse des protéines diminue. Un des résultats est une diminution de la croissance des chenilles, qui conduit à la diminution des oiseaux.

Le changement climatique accélère la perte de biodiversité. C'est une question de rythme, les espèces n'ont pas le temps de s'adapter à des changements si rapides.

Mais si les impacts négatifs du changement climatique sur la biodiversité sont mis en évidence depuis quelques années, on commence à prendre conscience que la diminution de la biodiversité influe aussi en négatif sur le climat.

Cette prise de conscience conduit les auteurs du rapport commun IPBES/GIEC à insister sur l'importance de cesser la destruction des écosystèmes qui stockent le carbone, en particulier « *les forêts, les zones humides, les tourbières, les pâturages, les savanes, les mangroves ou les eaux profondes* ». Ils estiment que diminuer la déforestation pourrait faire baisser de 10 % les émissions mondiales de CO₂ liées aux activités humaines. Ils mettent aussi en avant l'importance de restaurer les écosystèmes dégradés qui est une solution « *parmi les moins chères et les plus faciles à mettre en œuvre* ». Cela permettrait ainsi de « *recréer des habitats pour les animaux et les plantes, contenir les inondations, limiter l'érosion des sols, permettre la pollinisation* ».

Ils notent l'urgence de réformer en profondeur le système agricole par l'agroécologie et l'agroforesterie en

diversifiant les espèces végétales et forestières, à la fois pour agir sur le dérèglement climatique et sur l'érosion de la biodiversité. Ils remettent en cause les plantations d'espèces d'arbres exotiques, présentées comme solution pour le climat alors qu'elles sont plus sensibles au changement de celui-ci et aux parasites et très négatives pour la biodiversité.

Ils critiquent l'impasse des bioénergies, qui, pour maintenir la consommation actuelle d'énergie, sacrifient la biodiversité et mobilisent les terres au détriment des besoins en alimentation pour les populations.

QUE CONCLURE DE TOUT CELA ?

Préserver la biodiversité constitue un des meilleurs outils pour améliorer notre capacité de réponse au réchauffement climatique. Il faut en effet rappeler que les milieux naturels absorbent 50 à 60 % des gaz à effet de serre produits par l'humanité. Le meilleur système de stockage de carbone, c'est la biodiversité, pas les délires technologiques de captation artificielle du carbone vantée par des apprentis sorciers qui rêvent surtout des dollars qui les accompagneraient.

C'est un cercle vicieux : *le réchauffement climatique induit la perte de biodiversité qui elle-même aggrave le réchauffement climatique*. Cela réduit les possibilités pour les humains de résister à ses impacts (voir la disparition des mangroves et le rôle des coraux dans la protection naturelle du littoral face aux tempêtes).

Il faut avoir en tête aussi la perte de la couverture forestière : il reste seulement 54 % du niveau préhistorique depuis le néolithique.

On peut ajouter que la perte de biodiversité a d'importants impacts sur la capacité des populations humaines à s'adapter. On réduit la boîte à outils à disposition de l'humanité pour réagir. Les récents travaux scientifiques indiquent une corrélation entre diminution de la biodiversité et réduction des services écologiques (production de biomasse, capacités à décomposer/recycler). Pour les humains, sont affectés le rendement des cultures, la production de bois, la résistance aux pathogènes dans les cultures, la réduction du contrôle biologique (prédation), la diminution de la pollinisation. On constate que 50 % de l'économie mondiale repose sur le fonctionnement

des écosystèmes. En fait 100 % si on compte la chimie de l'atmosphère, le cycle du carbone et de l'eau, celui des nutriments, la formation des sols.

Mais la perte de biodiversité conduit aussi à la perte de l'adaptabilité, la perte des possibles. Une espèce disparue qui existait grâce à l'interaction avec les autres a peut-être la clé de la survie de l'espèce humaine face aux chocs des changements dans la biosphère (qu'ils soient imputables aux humains ou pas). Des travaux récents montrent une relation importante entre le nombre d'espèces végétales, la productivité et la durabilité de l'écosystème et ses capacités de reconstitution.

La crise de biodiversité, la crise climatique, c'est notre cadre de vie. Mais c'est aussi une opportunité d'entraîner les citoyens vers un autre projet. Avant, l'idée d'une autre société constituait un espoir de mieux vivre pour la majorité. Aujourd'hui, une autre société, c'est le seul moyen de survivre toutes. Mais est-il déjà trop tard ? Et si on apprenait l'humilité ? Notre chance est qu'en fait on ne comprend pas grand-chose ! On est toujours surpris par les capacités des espèces à évoluer, des écosystèmes à se reconstituer.

La biodiversité de demain sera différente, mais si nous agissons vite, elle peut repartir à la hausse. En matière de climat, c'est plus complexe à cause des effets retard (qui sont mieux documentés que pour les écosystèmes très complexes). Mais nous ne savons pas tout des interactions considérables entre la biodiversité et les systèmes physico-chimiques qui régissent le climat. Il est par contre certain qu'enrayer la crise de biodiversité serait un fantastique levier pour enrayer celle du climat. Nous ne pourrions pas stopper la crise climatique seuls. Nous avons besoin d'alliés, que sont les autres espèces, qui sont autant en danger que nous et qui agissent déjà pour contrôler la crise climatique.

Aucune équipe de recherche n'est en mesure aujourd'hui de modéliser un point de non-retour pour les humains. Alors non, il ne nous reste pas 10 ou 12 ans pour agir, comme on peut le lire trop souvent dans la presse. Pas une seconde à perdre pour agir au quotidien, dans nos comportements et en mettant à bas les pouvoirs politiques et économiques. Plus vite nous agissons, plus nous augmenterons nos chances d'enrayer la crise de biodiversité et la

crise climatique.

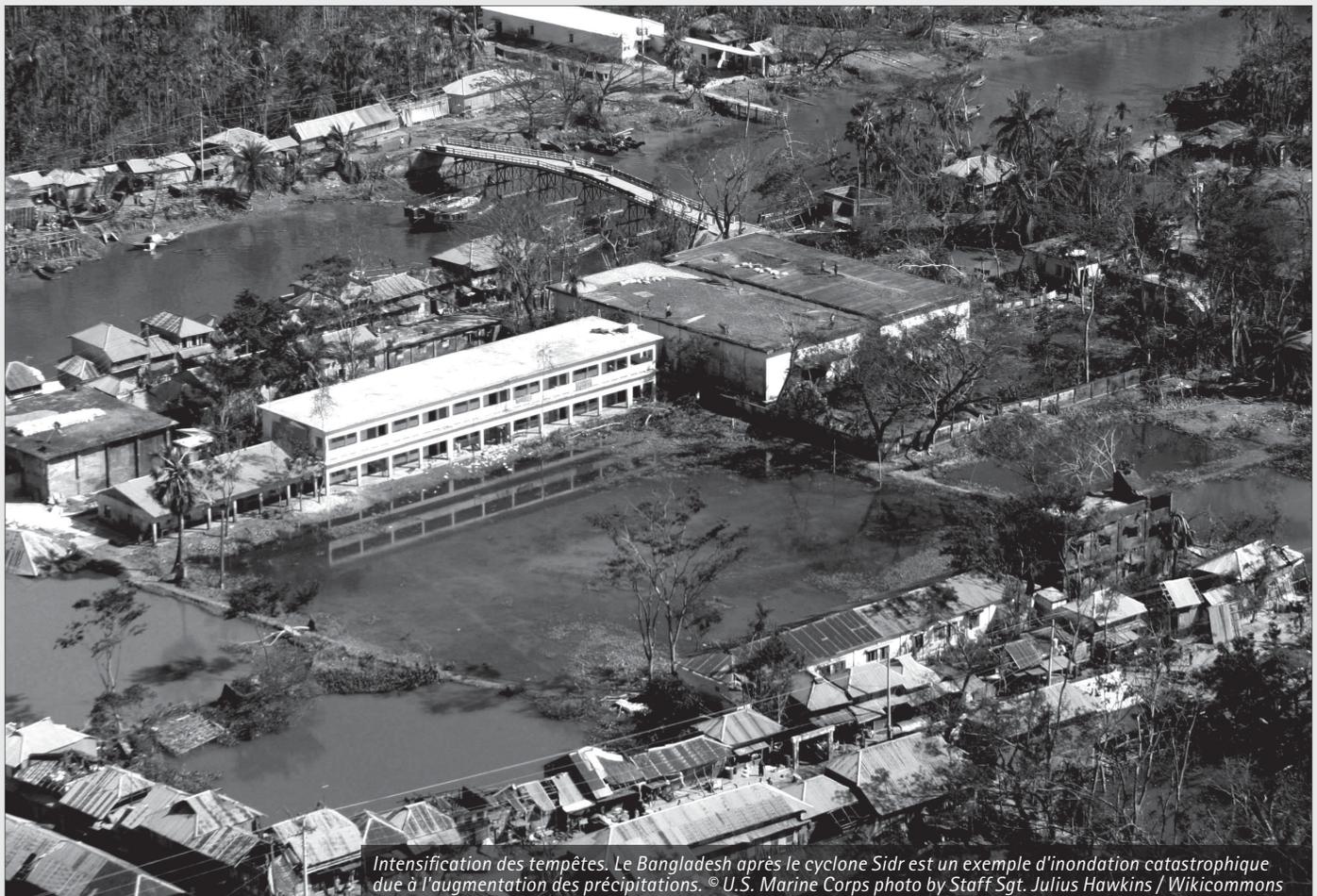
Le changement climatique et l'érosion de la biodiversité sont à traiter ensemble. Ils s'amplifient l'un et l'autre, leurs impacts se cumulent, certaines causes sont communes, nos capacités d'atténuation et d'adaptation dépendent de l'un et de l'autre.

Agir pour enrayer la crise climatique, c'est agir pour préserver la biodiversité. Agir pour préserver la biodiversité, c'est agir pour enrayer la crise climatique et à minima agir pour mieux gérer celle-ci.

Et il est peut-être temps de rappeler que le premier rapport de l'IPBES (2019) indique que le changement ne peut se faire qu'« *au prix de la transformation des facteurs économiques, sociaux, politiques et technologiques* »... Il souhaitait des « *réformes fondamentales des systèmes financier et économique mondiaux* » au profit d'une « *économie durable* ». Étaient ciblés concrètement dans le rapport : l'agriculture intensive, la pêche industrielle, l'exploitation forestière et minière.

Bref, le capitalisme. □

1) https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/07/IPBES_IPCC_WR_12_2020.pdf



Intensification des tempêtes. Le Bangladesh après le cyclone Sidr est un exemple d'inondation catastrophique due à l'augmentation des précipitations. © U.S. Marine Corps photo by Staff Sgt. Julius Hawkins / Wikicommons

Le nucléaire ne sauvera pas le climat

L'industrie nucléaire n'est pas au mieux de sa forme. Toujours embourbée dans des scandales industriels, en faillite financière, à la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordée par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapable financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs, mais alléchée par les immenses marchés publics des EPR, du démantèlement et de la gestion des poubelles nucléaires, elle déploie en France, avec le soutien inconditionnel de l'État, une stratégie offensive qui présente le nucléaire comme la solution au dérèglement climatique.

Il s'agit de sauver les soldats EDF et ORANO et de maintenir la France, coûte que coûte, comme grande puissance nucléaire, tant civile que militaire. Une partie de l'opinion publique est sensible aux sirènes du nucléaire comme un moindre mal, énergie peu, voire non émettrice de gaz à effet de serre, qui alimente au passage le mythe d'une indépendance énergétique du pays alors que la totalité de l'uranium est importée. Macron, comme ses prédécesseurs, est le premier défenseur de l'atome. En décembre 2020, en visite à l'usine

Framatome du Creusot, il déclare : « sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire pas de nucléaire civil ». En Polynésie, il renchérit, alors que 193 essais nucléaires ont eu lieu en 30 ans dans l'archipel, « la France a une chance c'est le nucléaire ».

Dans le monde politique, tout le monde se réconcilie pour le nucléaire : en février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques signent l'appel de l'Association de défense du patrimoine nucléaire et du climat, renouant par là avec certaine une tradition française

dite « transpartisane » des défenseurs de l'atome, d'Arnaud Montebourg à Gérard Longuet, sénateur de la Meuse, en passant par des sarkozystes ainsi que les députés communistes André Chassaigne du Puy-de-Dôme et Sébastien Jumel de Seine-Maritime.

L'industrie nucléaire utilise les réseaux sociaux et y lance des opérations de communication au nom du climat. Des partenariats rémunérés avec des webs télés et des youtubeurs-influenceurs fleurissent, sous couvert de vulgarisation scientifique, diffusant des informations fausses ou tronquées, à caractère très nationaliste, dans un objectif d'acceptabilité sociale du nucléaire.

Parmi les influenceurs, Jean-Marc Jancovici a une place grandissante. Son entrée au Haut conseil pour le climat et, dans un autre registre, sa participation au documentaire d'Emmanuel Cappelain « Une fois que tu sais » confirment sa place dans le monde institutionnel et médiatique.

Ingénieur, consultant, il est cofondateur du think-tank The Shift project (le projet de changement), qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone, et intègre le nucléaire comme une réponse au problème climatique.

EDF, Total, Engie, Orange ou Bouygues, clients de son cabinet de conseil Carbone 4, spécialisé dans la stratégie bas carbone et l'adaptation au changement climatique, financent également The Shift project.

Sa position idéologique va bien au-delà



11 juin 2011 - 3 mois après Fukushima. rassemblement devant la centrale de Belleville. Le NPA 18 est présent. © Photothèque Rouge / Jean Fremiot.

d'un discours sur le climat. Il est favorable à une société d'experts, sur lesquels s'appuient les politiques, lesquels doivent faire appliquer les contraintes à la population sur un mode autoritaire, dans une perspective inégalitaire des efforts à réaliser : « il est impossible de concilier trajectoire -2°C et hausse du pouvoir d'achat » ; « tout le monde même les Français modestes va devoir faire des efforts, parce que même les Français modestes consomment trop d'énergie ».

Des collectifs antinucléaires et écologistes, nationaux et locaux, l'association ATTAC ont publié, en réponse une tribune « *Jancovici... une imposture écologique ? Une écologie de droite décomplexée*¹ »

UNE ÉNERGIE NI SOBRE NI DÉCARBONÉE

Le calcul des émissions de gaz à effet de serre reste complexe, et selon les sources, pour un kWh produit, l'énergie nucléaire émet entre 12 grammes de CO_2 (source GIEC) et 66 grammes (rapport Wise 2015), qui semblent ne pas soutenir la comparaison avec les 490 grammes d'une centrale à gaz. Ne sont pas pris en compte dans ce calcul, en aval du cycle, la gestion pharaonique et énergivore des déchets, ni le démantèlement des installations, immense dette laissée aux générations futures, qu'aucun État ni aucune technologie n'a réussi à réaliser à ce jour.

De plus, la filière nécessite de très longs transports de combustible et de déchets, générateurs d'énormes émissions de GES, qui sillonnent la France dans un sens puis dans un autre, par voie routière et ferroviaire, sans aucune information des populations des territoires traversés, et au prix de la sécurité des travailleurs². Tout le minerai est acheminé pour une première transformation vers l'usine de Narbonne Malvesi, puis vers le Tricastin, pour être convoyé vers toutes les installations nucléaires du pays ; les combustibles usés sont traités à La Hague ; le plutonium est transporté à Marcoule pour fabriquer du combustible mox, et réexpédié vers certains réacteurs...

UNE PRODUCTION D'ÉNERGIE MONDIALE MARGINALE ET HORS DÉLAI

L'Allemagne, qui a arrêté le nucléaire, souvent montrée du doigt, à juste titre, pour l'exploitation de ses centrales à charbon, mais qui développe les

renouvelables, a réduit ses émissions de 25 %. Dans le même temps, la France, qui poursuit et relance le nucléaire, n'a réduit ses émissions que de 12 %.

Les 443 réacteurs nucléaires en service répartis dans 30 pays représentent 10 % de la production d'électricité et 2 % de la consommation d'énergie finale.

Pour limiter le réchauffement climatique à $1,5^{\circ}\text{C}$, les émissions de GES doivent être réduites de 7,6 % chaque année entre 2020 et 2030. Si on avance l'hypothèse de remplacement de centrales à gaz ou à charbon par des centrales nucléaires, à l'échelle mondiale, la réduction de 10 % des émissions de GES par ce procédé nécessiterait la construction d'un réacteur nucléaire par semaine d'ici à 2030³.

La durée de construction d'une installation nucléaire, entre 10 et 19 ans (l'EPR de Flamanville, EPR dit de 3^e génération, commencé en 2006, était censé être connecté au réseau en 2012), rend irréaliste l'objectif sur le plan strictement opérationnel.

Face à l'urgence d'agir, le nucléaire est hors délai.

LE CLIMAT NE SAUVERA PAS LE NUCLÉAIRE

Les événements climatiques extrêmes, cyclones, tempêtes, inondations et autres canicules, accentuent la dangerosité du nucléaire. En 2050, les centrales nucléaires, gourmandes en eau de refroidissement, auront soif. La contrainte hydrique est un impératif à prendre en compte pour la construction d'éventuelles nouvelles centrales, en particulier sur les zones côtières vulnérables à l'élévation du niveau des océans.

Le risque sismique élevé, au Pakistan, en Inde, au Japon, et l'extractivisme capitaliste constituent un risque supplémentaire d'accident. Les exemples se multiplient, à l'image de la centrale du Tricastin qui n'a pas été épargnée par le séisme de 2019.

LE NUCLÉAIRE, UNE ÉNERGIE DU PASSÉ, CHÈRE ET DANGEREUSE, POUR LES SALARIÉS ET LA POPULATION

Les ressources mondiales en uranium seront épuisées en 2070. Les déboires et scandales de l'industrie nucléaire majorent d'année en année, inexorablement, le coût de cette énergie, au regard de celui des énergies renouvelables. Le budget de l'EPR atteint aujourd'hui 19 milliards. Pour les rentabiliser, les installations nucléaires vont être prolongées jusqu'à 50 voire 60 ans. En France

aujourd'hui, 52 réacteurs ont atteint l'âge de 30 ans pour lequel ils ont été conçus (21 ont atteint 40 ans).

Les fonds publics de la recherche sont engloutis par le nucléaire, aux dépens des énergies renouvelables.

Aujourd'hui, EDF sous-traite 80 % de la maintenance sur ses installations nucléaires. Jusqu'à 50 entreprises différentes peuvent intervenir pour le remplacement d'un générateur vapeur. Deux tiers des salariés sous-traitants, nomades, changeant de chantier au gré des missions, subissant des conditions de travail extrêmement précaires, sont soumis par les groupes prestataires à la pression de la rentabilité, avec des délais toujours plus courts, au prix de leur propre sécurité et de celle des installations⁴.

Comme le reconnaît l'autorité de sûreté nucléaire elle-même, « un accident nucléaire majeur ne peut être exclu nulle part », le risque nucléaire est omniprésent.

Quant au prototype ITER (réacteur thermonucléaire expérimental international), qui explore la fusion, il ambitionne de produire 500 MW (1/3 de la puissance de l'EPR) pendant 6 mn en ... 2060. Son coût (20 milliards €) vient de dépasser l'EPR. Bilan énergétique désastreux, risques d'accident, déchets (le tritium, un gaz radioactif très dangereux difficile à éliminer, sera produit en grandes quantités) cet hypothétique réacteur est pour le 22^e siècle... alors que la fusion est déjà disponible : c'est l'énergie solaire.

Ne cédon pas aux injonctions du productivisme capitaliste : on ne choisit pas entre la peste et le choléra. L'énergie la moins émettrice en CO_2 , la moins chère, la moins dangereuse, la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas. Les économies d'énergie sont le principal gisement de ressources énergétiques, qui reste à exploiter. L'énergie socialement nécessaire peut et doit être couverte en quasi-totalité par des flux d'énergies renouvelables, en préservant les ressources naturelles, ce qui implique un changement de société, une vraie rupture vers une société non productiviste. □

1) <https://blogs.mediapart.fr/tribunejshc4/blog/220621/jancovici-une-imposture-ecologique-4>

2) <https://reporterre.net/Sans-crier-gare-des-convois-radioactifs-traversent-les-centre-villes>

3) <http://www.global-chance.org/Non-le-nucleaire-ne-sauvera-pas-le-climat>

4) <https://www.ma-zone-controlee.com/>

Énergies renouvelables : un enjeu essentiel

Les mobilisations récentes, nationales et internationales, contre l'implantation imposée de nouveaux modes de production d'énergies renouvelables nous obligent à interroger le modèle actuel de leur développement.

Notre position ne peut pas être strictement « technique ». Il ne suffit pas d'accumuler les TWh (Térawatt heure) « propres » dans un mix « politiquement correct » mais il s'agit de penser la réduction de la consommation, les sources de production d'énergie et d'électricité en fonction du type de société que l'on veut construire et des contraintes environnementales.

Trois préalables doivent border notre réflexion :

1. La crise environnementale est une crise systémique aux multiples dimensions intriquées : réchauffement climatique, perte de la biodiversité, dépassement des limites d'habitabilité de la planète. Se polariser sur les GES fait l'impasse sur d'autres risques inquiétants. Implanter de nouveaux modes de production de l'électricité ne peut se faire à n'importe quel prix. Décarboner la production d'électricité, bien sûr, mais à quelles conditions ? Déforestation massive pour utiliser le bois comme source d'énergie ? Disparition des cultures vivrières pour fabriquer des biocarburants ? Mise en péril de la biodiversité pour développer l'éolien ? Externalisation des pollutions (et dégradation des conditions de travail) dans le Sud pour assurer la poursuite de la croissance dans le Nord ?

2. Un dispositif technique n'est jamais neutre, il reflète l'état des connaissances, les intentions et les objectifs de ceux qui le mettent en œuvre. L'histoire de l'énergie est celle d'une combinaison de modes de production utilisés en fonction des intérêts économiques, sociaux et politiques des classes dirigeantes (passage de l'eau au charbon ; du charbon au pétrole...) Débattre des modes de production et de distribution de l'énergie, c'est débattre aussi du mode d'urbanisation actuel, énormes métropoles, géographiquement très étendues, qui nécessite des sources d'énergie abondantes, connectées et centralisées.

3. Le contexte du développement des énergies renouvelables est celui de la

privatisation du secteur de l'énergie, de l'abandon d'un certain nombre de biens communs aux appétits privés. Des acteurs majeurs du capitalisme au prix d'un rapide écoblanchiment se présentent comme les champions de la lutte environnementale, leur principale motivation est celle du profit maximum. Le projet de parc éolien de la baie de Saint-Brieuc confié à Iberdrola illustre une double privatisation : dérégulation du service public de l'énergie et privatisation de l'espace public maritime, bien commun inaliénable.

LES FACTEURS TECHNIQUES FIXENT LES CONTRAINTES DU DÉBAT

Il ne faut pas limiter les enjeux des énergies renouvelables à la production d'électricité qui, en France, ne représente qu'un quart de la consommation énergétique totale. Vent, eau, soleil, charbon, gaz, pétrole, nucléaire sont des sources d'énergie primaire qui captées/exploitées sont converties en travail, chaleur, lumière. Cette conversion peut être assurée par des dispositifs techniques sans recours à l'électricité : le pétrole dans les transports, le gaz dans les chauffages. D'autres nécessitent d'être converties en électricité (éolien, solaire, nucléaire...). La substitution de l'électricité à l'énergie primaire (voiture électrique à la place de la voiture thermique) résume les enjeux actuels des énergies renouvelables.

Ce problème va s'aggraver : dans le cadre de l'électrification des usages fossiles, le Haut commissariat au plan prévoit que la consommation d'électricité passe de 460 TWh en 2020 à 650 ou 700 TWh en 2050. La part de l'électricité dans l'énergie finale consommée doublerait entre 2020 et 2050. C'est l'enjeu majeur des prochaines années : en favorisant l'électrification d'un certain nombre de secteurs – principalement le transport – les pouvoirs publics programment une augmentation significative des sources d'électricité renouvelable, et donc une multiplication des

centrales éoliennes ou photovoltaïques.

QUELQUES CHIFFRES

En France, la consommation énergétique globale croît régulièrement entre 1990 et 2001 avant de se stabiliser à 142 Mtep (Mégatonne équivalent pétrole) en 2019. La part du résidentiel-tertiaire est prédominante : 46 % (29 % résidentiel et 17 % tertiaire). Celle de l'industrie a diminué de 24 % à 19 %, celle des transports a augmenté de 30 % à 32 % (essentiellement le pétrole) et celle de l'agriculture est stable à 3 %.

La consommation d'électricité a presque triplé entre 1973 et 2010, de 173 Twh à 423 Twh. Elle s'est stabilisée suite à la modification du tissu industriel français et de la maîtrise de la consommation. Le résidentiel et le tertiaire consomment 69 % (37 et 32) de la consommation d'électricité, l'industrie 26,6 %, l'agriculture 2 %, les transports routiers et ferroviaires 2,4 %.

La part des énergies renouvelables dans cette consommation est en progression. En 2019, l'électricité provenait pour 69,9 % du nucléaire, 9 % des centrales thermiques fossiles (surtout gaz : 6,7 %), 21,1 % de sources d'énergies renouvelables (production hydroélectrique : 10,9 %, éolien : 6,1 %, solaire : 2,0 %, bioénergies : 2,0 %).

Ces chiffres indiquent les secteurs les plus gourmands en énergie : transport, résidentiel et tertiaire, et ceux dépendant des énergies fossiles : transport (pétrole) et chauffage (gaz). Ils soulignent la part du nucléaire et l'énorme fossé entre les besoins prévisibles en électricité et les capacités des énergies renouvelables.

Leurs caractéristiques ont des conséquences sur la gestion du réseau électrique qui assure une distribution d'électricité adaptée aux niveaux fluctuants de la consommation. L'électricité se transporte mais se stocke difficilement, ce qui complique la gestion du réseau. Contrairement aux barrages hydroélectriques, réserves mobilisables à la demande,

solaire photovoltaïque et éolien sont des sources intermittentes (leur facteur de charge, la portion du temps pendant lequel ils produisent, est de 25 à 30 %) Cette intermittence nécessite des moyens de production pilotables et réactifs pour assurer la stabilité du réseau électrique, fournir du courant lorsque les renouvelables intermittentes n'en produisent pas. La poursuite de la croissance actuelle se heurte donc à des contradictions techniques difficilement compatibles avec les objectifs affichés de baisse des GES.

LES ENJEUX POLITIQUES

Si en France, le développement de l'éolien terrestre et offshore soulève les plus vifs débats, chacune des filières d'énergie renouvelable suscite controverses et oppositions : à Corcoué contre une usine XXL de méthanisation, à Gardanne contre la plus grande centrale de biomasse de France, vecteur de « malforestation », en Ouganda ou en République démocratique du Congo contre les conséquences environnementales des grands barrages, dans l'isthme de Tehuantepec contre la colonisation éolienne d'EDF, sans oublier les mises en garde de la Confédération paysanne contre l'agrivoltaïsme...

CES MOBILISATIONS ONT DES POINTS COMMUNS

- Elles soulignent les réelles nuisances subies par les riverains : nuisances sonores, problèmes de santé, modifications du cadre de vie, impacts sur les territoires...
- Elles s'opposent à la dimension industrielle (et financière) du développement des énergies renouvelables : elles devraient être un outil de décentralisation et d'autonomie, elles sont l'instrument de la centralisation et de la rentabilité des grands groupes industriels et financiers.
- Elles dénoncent les méthodes antidémocratiques d'implantation des sites de production : manque de transparence, concertation réduite, indépendance toute relative des experts et des bureaux d'études, comportement prédateur (ou néocolonialiste) des promoteurs.
- En France, ces luttes pointent le détricotage du droit de l'environnement par le gouvernement qui – non content de criminaliser les opposants – mène une politique systématique de déréglementation : suppression du premier recours devant le tribunal administratif qui oblige les associations à aller en cour administrative d'appel et les pénalise financièrement ; dématérialisation des procédures d'enquête publique limitant les possibilités

du débat public ; possibilité donnée aux préfets de prendre des décisions dérogeant à la réglementation nationale en matière environnementale, agricole et forestière, ce qui les rend plus sensibles aux lobbys locaux.

Le recours aux énergies renouvelables est un passage obligé pour répondre aux défis climatiques et environnementaux ; la persistance (et l'augmentation) des op-

agriculture biologique...)

Il est illusoire de définir ce que serait le mix énergétique idéal, mais il est indispensable d'élaborer les traits d'une politique énergétique écosocialiste :

- débarrassée du nucléaire, énergie centralisée, menace permanente, liée au nucléaire militaire et à l'opacité du secret-défense,
- basée sur la sobriété, rompant avec le



Paris, le 8 décembre 2018, marche pour le climat de la Nation à la République.
© Photothèque Rouge /JMB.

positions nous interpelle. Il faut diminuer drastiquement la consommation d'énergie (réduire les productions inutiles, supprimer la publicité, développer les transports en commun, rénover l'ensemble des bâtiments et des logements...). Mais il sera nécessaire de développer les énergies plus propres. La sortie des énergies fossiles et du nucléaire ne peut être totalement compensée par les économies d'énergie : l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité, la méthanisation, la géothermie, la biomasse seront indispensables. Mais les objectifs et les voies de leur développement sont au cœur du problème : comme le dénoncent des mobilisations populaires contre des projets industriels d'énergies renouvelables laissés aux capitalistes et à leur modèle de société, productiviste, extractiviste, c'est une menace contre la qualité de vie et la santé, la biodiversité, les ressources alimentaires et en matières premières (métaux et terres rares).

L'ÉNERGIE : UNE QUESTION ESSENTIELLE

Elle doit être au centre de nos débats et de nos revendications, comme les questions liées à la reconversion des secteurs inutiles ou nocifs ou celles liées à l'agroalimentaire (élevage industriel,

modèle de production et de consommation actuel,

- privilégiant le respect de l'environnement, de la biodiversité, des habitants dans leur globalité et leur diversité,
- refusant d'exporter ses nuisances et ses ravages environnementaux,
- appuyée sur un service public de l'énergie qui associe acteurs et production locale, mobilise leur créativité pour imaginer de nouveaux modes de production et de distribution de l'énergie, et leur capacité de contrôle sur les décisions d'investissements et de mutations technologiques.

Les exigences écologiques – préservation de l'environnement, de la biodiversité, des ressources naturelles – sont inconciliables avec le capitalisme. Le changement profond de nos modes de production et de consommation d'énergie est inévitable ; ces transformations, objectif nécessaire de la rupture révolutionnaire, ne doivent pas se faire au détriment de celles et ceux qui sont déjà victimes de l'inégalité et de l'injustice du système capitaliste. L'auto-organisation des travailleuses et des travailleurs, par sa capacité d'arbitrage et de contrôle social, en sera un levier déterminant. □

Quelle place pour l'écologie ?

Le vert, le durable, le responsable... sont devenus les figures imposées de toute communication, des entreprises ou des forces politiques. Ces sujets sont devenus incontournables mais est-ce à dire que les urgences écologiques, climatiques et de préservation de la biodiversité sont prises en compte ?

La publicité n'en finit pas d'inciter à consommer toujours plus... mais « responsable ». Pour les régions et les métropoles, le développement durable sonne comme une marque pour attirer capitaux et touristes. Les entreprises jouent à plus vert que moi tu meurs...

TOTAL OU L'ÉCOBLANCHIMENT JUSQU'À LA CARICATURE

En se renommant TotalEnergies, le « premier pollueur de France » – ses émissions globales annuelles de gaz à effet de serre atteignent près de 450 millions de tonnes d'équivalent CO₂ soit autant que la France – veut se faire une image d'« acteur majeur de la transition énergétique » contribuant « au développement durable de la planète face au défi climatique ». Le groupe s'affiche désormais en éoliennes et panneaux solaires multicolores. Mais s'il ambitionne d'être « dans le top 5 mondial des supermajors de l'énergie verte », il continue ses investissements massifs dans de nouveaux projets d'énergies fossiles. Entre 2015 et 2020, plus de 90 % de ses dépenses d'investissements ont été orientées vers les énergies brunes, et il prévoit de réserver près de 80 % des investissements qui seront réalisés entre 2026 et 2030 à la production de gaz et de pétrole. Début avril, il a lancé des projets pétroliers en Ouganda et la construction d'un oléoduc chauffé de 1 443 kilomètres entre la raffinerie de Hoima en Ouganda et le port de Tanga, en Tanzanie ; le 5 septembre il signe un contrat de 27 milliards de dollars avec l'Irak dont une grande partie consacrée à la production de gaz et de pétrole. En résumé, Total continue le pétrole et se jette sur le gaz. Quant aux renouvelables, l'augmentation des investissements dans le solaire, l'éolien ou les batteries n'empêche pas qu'ils « ne représentent qu'une goutte d'eau dans un océan d'énergies fossiles ». Dans leur rapport intitulé *Total fait du sale,*

Reclaim Finance et Greenpeace France ont calculé que TotalEnergies produit 447 unités d'hydrocarbures pour 1 unité d'énergies renouvelables. Autre grand mensonge de TotalEnergies : le stockage du carbone, soit par sa capture et séquestration, soit par les nature-based solutions (sic !) qui sont des projets de plantation de forêts en Australie, en Amérique du Sud et en Afrique. Comme le dit la porte-parole de Reclaim, TotalEnergies « fait miroiter un monde où il serait possible de faire disparaître comme par magie des émissions qu'on aura sciemment rejetées en refusant de laisser les fossiles dans le sol ».

ET DANS LES DISCOURS POLITIQUES

Aucun courant politique ne peut plus se permettre de faire l'impasse sur l'écologie. Macron ne manque pas une occasion de poser en « Champion de la terre » comme il vient de le faire devant le congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature à Marseille. Pourtant, loi climat réduisant les propositions de la Convention citoyenne à peau de chagrin, détricotage du droit de l'environnement, multiplication des projets d'artificialisation des terres (autoroutes, entrepôts, zones commerciales...), cadeaux aux lobbys de la chasse et de l'agriculture industrielle (néonicotinoïdes, glyphosate...)... la liste des décisions climaticides et écocides est longue. On peut se reporter à l'important travail fait par *Reporterre*¹. À droite, après une franche hostilité incarnée par Sarkozy lançant « l'environnement [...] ça commence à bien faire », Les Républicains doivent tenter de se verdir, à coups de « task force environnement », d'un tour de France... et de « 50 propositions » en vue de 2022 faisant « le pari du développement durable et de la croissance vertueuse », mais fustigeant « les partisans de la décroissance ». La

neutralité carbone n'est là que comme argument pour développer le parc nucléaire, prolonger la durée de vie des réacteurs et engager la construction de six EPR de nouvelle génération pendant que le refus de « l'écologie punitive » protège l'industrie automobile et l'agriculture industrielle...

L'EXTRÊME DROITE AUSSI VEUT OCCUPER LE TERRAIN DE L'ÉCOLOGIE

Depuis les anciens nazis, racistes, païens et proches de la nature des années 1970, et plus récemment les identitaires, il existe une, voire plusieurs écologies d'extrême droite brassant un « régionalisme enraciné », un refus de la société de consommation et de la technique, une « écologie des populations » prônant « la grande séparation » pour préserver ce qu'ils appellent des blocs ethnocivilisationnels, le refus de la PMA au nom du refus de « la manipulation des corps »... La conversion du Rassemblement National est plus récente. Pour J.-M. Le Pen, ouvertement climato-négationniste, l'écologie représentait « la religion des bobo ». En 2021, il devient impossible de maintenir ce discours et, si le RN soutient le nucléaire et refuse toute idée de décroissance, Marine Le Pen tout en fustigeant ce qu'elle appelle « l'écologisme, un fondamentalisme qui entend en finir avec les mœurs qui sont les nôtres », se présente comme « la candidate des circuits courts et de la relocalisation de la production », et affirme « c'est cela la vraie écologie », une écologie qui se résume à son traditionnel « patriotisme économique » et à un moratoire sur l'immigration.

À GAUCHE, TOUS ÉCOLOS... OU PRESQUE

Hidalgo, avec sa « République écologique » cherche à disputer ce terrain à EELV. Ses propositions de « décarboner l'économie française et réindustrialiser

la France » ou « sortir du nucléaire aussi vite que le développement des énergies renouvelables le permet » symbolisent à elles seules l'inconsistance de cette écologie sociale-libérale.

Mélenchon proclame l'union populaire et écologique. Le document consacré à la planification écologique avance des mesures importantes : sortie du nucléaire, financement des énergies renouvelables, rénovation énergétique, fin des pesticides, souveraineté alimentaire, refus des privatisations... Notre désaccord reste celui

exprimé par Daniel Tanuro à propos du « Manifeste écosocialiste » du Parti de Gauche en 2013, sa perspective est « davantage étatiste et centralisatrice qu'autogestionnaire et décentralisée. Elle fait l'impasse sur la nature de classe de l'État, pare la République française de vertus qu'elle n'a pas et présente pour ainsi dire une conception "top-down" de l'émancipation socialiste ».

Côté PCF, son candidat Roussel se drape dans la défense du climat et du zéro carbone pour mieux vanter les mérites du nucléaire et défendre « un renouvellement du parc nucléaire et la mise au point de réacteurs de 4^e génération » !

IL NE SUFFIT PAS D'ÊTRE ANTICAPITALISTE : LE CAS LUTTE OUVRIÈRE

Rares sont les courants qui résistent aussi vaillamment à la vague verte. Au cours des deux dernières années, on cherchera en vain, dans les Exposés du Cercle Léon Trotsky (séances de formation politique), ou parmi les dizaines de tracts hebdomadaires nommés « Éditorial des Bulletins d'entreprises » un seul thème lié à l'écologie.

Et quand Arthaud s'exprime sur ce thème, c'est pour se différencier « de nombreux militants écologistes » en affirmant « nous ne confondons pas la lutte contre les usages [...] de certaines techniques (énergie nucléaire ou organismes génétiquement modifiés dits OGM, par exemple) avec la lutte contre ces techniques elles-mêmes. Pour



Manifestation et grève pour le climat de la jeunesse, Paris, 20 septembre 2019. © Photothèque Rouge / Martín Noda / Hans Lucas.

nous, c'est le fait que ces techniques soient entre les mains de la bourgeoisie et utilisées pour la recherche du profit maximum, sans aucun contrôle de la population, qui les rend dangereuses ». Aucune critique du capitalisme réellement existant, de son productivisme, de ses choix technologiques... L'écologie n'est pas un sujet, il suffit de répéter « le capitalisme menace la société, il faut le renverser ».

PANDÉMIE : UN SILENCE ASSOURDISSANT

La pandémie de Covid-19 qui bouleverse nos existences depuis près de deux ans met en évidence notre dépendance à l'égard de notre environnement et du reste du vivant. La tendance à l'augmentation des zoonoses depuis plusieurs décennies est due à un cocktail de causes liées entre elles qui ont tout à voir avec la façon dont le capitalisme enferme l'humanité dans une relation de plus en plus prédatrice avec la nature et détruit la biodiversité (industrie de la viande, agrobusiness, déforestation...) Cette « ère des pandémies » impose d'envisager simultanément la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes, mais cette dimension est terriblement absente des analyses comme des propositions.

L'URGENCE ET LA RADICALITÉ DE L'ÉCOSOCIALISME

Pourtant, à mesure que les conséquences des destructions des écosystèmes, du bouleversement du climat, de la dégradation

de l'état de l'air, de l'eau, des sols... se font de plus en plus présentes et de plus en plus meurtrières, l'urgence de stopper et de réparer ces dégâts devrait devenir de plus en plus centrale dans toute perspective politique qui se veut émancipatrice. Chaque nouvel épisode met en évidence le fait que ces différents phénomènes ont partie liée avec l'augmentation incessante de la production matérielle et des transports, avec l'accroissement tant de l'appropriation, exploitation, destruction des ressources que la prolifération des déchets et pollutions diverses. Cette constatation rend caduque toute politique qui se contenterait d'ajouter « un volet écolo » à son programme, fût-il révolutionnaire ou anticapitaliste. Ce sont à la fois notre horizon et notre stratégie de rupture révolutionnaire qui doivent s'encaster dans l'urgence écologique, c'est le sens de l'écosocialisme.

L'imaginaire socialiste a longtemps entretenu la vision d'un progrès social indissociable du progrès scientifique et technique, de l'abondance des biens matériels. S'y articulaient la croyance en un sens de l'histoire, la compréhension de la révolution comme « locomotive de l'histoire ». Désormais nous dirions plutôt, avec Walter Benjamin « Peut-être que les choses se présentent autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte par lequel

l'humanité qui voyage dans le train tire les freins d'urgence ».

Aucun avenir désirable ne peut être envisagé si notre société humaine ne se réintègre pas dans les limites biophysiques de l'écosystème. Mais cette transformation radicale de la société n'est possible que par et pour les exploités et les opprimés. Il s'agit donc de répondre en même temps aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, d'articuler luttes contre l'exploitation, contre les oppressions et contre le productivisme.

Redéfinir et redistribuer tant les richesses nécessaires que les travaux pour les produire est la condition pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et l'épuisement des ressources et en même temps instaurer la justice sociale. Globalement, il s'agit de mettre au centre les activités qui permettent de prendre soin des humains comme de l'ensemble du vivant et de libérer du temps pour les activités créatrices, démocratiques, ludiques...

Pour reprendre le contrôle de nos vies, de nos choix individuels et collectifs, nous devons décliner concrètement le slogan « *Nos vies, la vie, pas leurs profits* » dans tous les domaines. Dans la santé et l'éducation, pour se nourrir, se déplacer, se loger, se cultiver..., comment s'arracher à la loi du profit et décider démocratiquement de nos besoins et de comment les satisfaire en respectant les limites écologiques ? Répondre à ce défi impose de s'en prendre à la propriété privée et de briser la dictature des groupes capitalistes dans l'énergie, les transports, l'agroalimentaire, la finance, la pharmacie... Cela implique aussi une tout autre conception de la



Pancarte Winter is no longer coming, manifestation et grève pour le climat de la jeunesse, Paris, 20 septembre 2019. © Photothèque Rouge / Martín Noda / Hans Lucas.

production et du travail, et en premier lieu d'en finir avec le chantage à l'emploi qui est en fait un chantage aux moyens de vivre.

Une politique écosocialiste doit donc articuler réduction massive et partage du temps de travail jusqu'à l'abolition du chômage avec une protection sociale étendue et transformée assurant la continuité du salaire. Pour assurer à chacune et chacun la satisfaction des besoins essentiels, la gratuité doit être effective pour l'accès aux soins et à l'éducation, elle doit être généralisée pour les transports du quotidien, pour les besoins de base en énergie, eau... La notion de sécurité sociale doit être étendue, par exemple à l'alimentation. La gratuité comme la logique de protection sociale permettent de démarchandiser nos besoins, d'en faire non plus des sources de profit mais des questions sociales et écologiques soumises

à la délibération, aux choix démocratiques de société. La logique capitaliste rend invisible ou dévalorise une grande partie de ce qui est essentiel à nos vies et qui échappe (encore) au marché : le travail de reproduction sociale effectué dans sa grande majorité par les femmes et ou les personnes racisées ainsi que les services prodigués par la nature. À l'inverse du dogme libéral qui invoque la soi-disant « tragédie des communs » pour accaparer toujours plus, c'est bien la construction de communs, bouleversant la notion même de propriété, qui permet de socialiser le travail reproductif, de conjuguer droit d'usage et devoir de prendre soin de la terre, de l'eau... L'écosocialisme loin d'un nouveau vernis pour « tout changer pour que rien ne change » est un bouleversement politique, social, culturel... □

1) <https://reporterre.net/Le-bilan-ecologique-de-Macron-89-mesures-negatives-depuis-2017>

Continuité du salaire

Imposer la continuité du salaire – ou salaire à vie –, proposition de Bernard Friot, reprise par Frédéric Lordon mais reformulée en « garantie économique générale », est une mesure révolutionnaire essentielle aux reconversions massives urgentes. En abattant une des institutions centrales du capitalisme, le « marché du travail », la continuité du salaire qui contient et dépasse l'interdiction des licenciements, enclenchera la rupture avec le productivisme intrinsèque au capitalisme. La continuité du salaire se déclinerait ainsi :

- 1 - Le salaire est attaché à la personne indépendamment du poste occupé avec la qualification en critère premier.
- 2 - Quels que soient les aléas de la vie de l'entreprise, réduction d'effectifs ou même fermeture, le salaire continue d'être versé sans la moindre perte.
- 3 - Quels que soient les aléas de la vie des personnes, maladie, accident, ou handicap, le salaire continue d'être versé au niveau de qualification atteint.
- 4 - Le SMIC est renforcé dans son principe de minimum. Il doit être revalorisé.
- 5 - Toute personne, y compris chez les indépendantEs et paysanEs, a la garantie du versement du SMIC.
- 6 - À 18 ans, les 3 millions d'étudiantEs perçoivent le SMIC. Étudier est un travail à temps plein.
- 7 - La retraite est le salaire continué au niveau du dernier salaire net.

Elle s'accompagnerait de la fixation d'un salaire maximum.

Tran Van Thach (1905-1945), Une plume contre l'oppression, de Chau Tran

PAR DOMINIQUE FOULON

La publication, par sa fille, de la biographie et des écrits du journaliste Tran Van Thach, permet de mettre en lumière un pan entier de la lutte anticoloniale trop souvent laissé dans l'ombre, voire occulté par l'historiographie officielle au Vietnam et ailleurs.

L'ouvrage, avec une riche iconographie, est d'abord la longue quête d'une fille pour connaître son père qu'elle n'a aperçu que quelques jours après sa libération du bagne de Poulo Condor, en 1944. Qu'elle n'a connu qu'à travers les conversations difficiles avec sa mère, elle qui, après avoir été arrêtée et torturée à l'électricité en 1949, n'avait jamais totalement retrouvé la raison.

Tran Van Thach né en 1905, fait partie de la *génération de 26*, celle qui s'éveille à la politique à partir des manifestations et des grèves scolaires, au lendemain des obsèques du vieux lutteur nationaliste Phan Châu Trinh en mars 1926. Génération qui, à Saigon, s'est aussi éveillée à la politique par la lecture de *La Cloche Fêlée*, l'hebdomadaire de Nguyễn An Ninh alors mentor intellectuel de la jeunesse urbaine. À cette époque, Tran Van Thach vient d'arriver à l'université de Toulouse, boursier, après de brillantes études au lycée Chasseloup-Laubat de Saigon, pépinière de futurs *luteurs*. Quelques mois après son arrivée il publie des articles anticolonialistes dans la presse socialiste. Plus tard il crée le *Journal des Étudiants Annamites* (JEA) et occupe des responsabilités au sein de l'organisation estudiantine. À Toulouse, il organise un meeting anticolonialiste en 1927 avec l'aide des communistes français. L'année suivante à Paris il se rapproche du Parti Annamite de l'Indépendance alors animé par Ta Thu Thau après que son fondateur soit retourné au Viêt Nam. Actifs au sein de la Ligue anti-impérialiste, Thach et ses amis, donnèrent à l'apolitique Association Générale des Étudiants Indochinois une orientation plus radicale. Au début

de l'année 1930 il retourne au Viêt Nam bien décidé à mettre en application ce qu'il avait écrit dans le JEA deux ans auparavant : « *Je voudrais voir les étudiants, une fois revenus en Indochine [...], se garder de constituer une nouvelle couche de la bourgeoisie, les nouveaux riches de l'enseignement, et de vivre dans le dédain du peuple, mais partager au contraire ses misères et ses peines et s'associer à lui pour travailler à hâter le jour de notre émancipation* ». Il devient donc avec d'autres, professeur dans des lycées privés, seul moyen de gagner sa vie tout en conservant une relative liberté.

Son retour au Viêt Nam se situe dans une période où l'Histoire s'accélère : insurrection nationaliste à Yen Bai en janvier 1930, puis soulèvement paysan en Annam et en Cochinchine, épisode des « Soviets du Nghe An ». La répression est impitoyable. Fusillades, emprisonnements, condamnations à mort furent le lot de centaines voire de milliers de Vietnamiens. Devant l'échec (provisoire) des insurrections, l'idée fait son chemin, d'utiliser les possibilités qu'offre la législation de la colonie en matière de presse (plus favorable que dans les deux protectorats) pour créer un journal d'opinion en langue française (les journaux en *quôc ngu* réclamant une autorisation difficile à obtenir). Le succès qu'avait connu *La Cloche Fêlée* en son temps avait été une source d'inspiration pour toute une jeunesse arrivée maintenant à l'âge adulte.

LA LUTTE, UNE EXPÉRIENCE DE FRONT UNI UNIQUE

Au départ de l'aventure du journal *La Lutte*, il y a l'élection au conseil municipal de Saigon en mai 1933 de deux élus

de la liste ouvrière : Nguyễn Van Tao et Tran Van Thach. Une liste qui regroupe alors tous les courants d'opposition aussi bien des nationalistes de gauche comme Nguyễn An Ninh et Tran Van Thach, que des communistes de la 3^e internationale comme Nguyễn Van Tao, que des membres de l'opposition de gauche dite trotskyste comme Ta Thu Thau, que Tran Van Thach rejoindra plus tard. L'élection des deux élus de la liste ouvrière est annulée, le journal faute de moyens financiers suspend sa parution mais cette première tentative de front uni, ne restera pas sans lendemain. Surtout, elle constitue l'irruption sur la scène politique indochinoise, d'une force politique inédite et radicale. Dix-sept mois plus tard, le 4 octobre 1934 *La Lutte* réapparaît. Comme le note l'auteure « *Cette alliance constitue un fait unique dans l'histoire marxiste internationale. Alors qu'en URSS, Staline commençait à exterminer les partisans de Trotsky et que les partis communistes dans le monde commençaient à homir les trotskystes, au Viêt Nam ces deux factions pactisaient dans un but commun : lutter contre le régime colonial. Leur pacte se définissaient ainsi : "lutte orientée contre le pouvoir colonial et ses alliés constitutionnalistes, défense des revendications ouvrières et paysannes... rejet de toute attaque contre l'URSS et contre l'un ou l'autre courant, rédaction collective des articles, lesquels ne seront signés qu'en cas de désaccord"* ». Chaque semaine, *La Lutte* dénonce les divers scandales qui fleurissent dans la colonie, expose les griefs et les demandes



de la population laborieuse, publie des articles de vulgarisation sur des thèmes politiques et culturels. Dans la rubrique « les petits clous » qu'il affectionne particulièrement Tran Van Thach sait faire rire en dénonçant l'hypocrisie des pudibonds et les travers de la société coloniale. La lecture de la sélection d'articles, qui constitue les deux tiers du livre, est une plongée dans l'Indochine d'alors : paysans expropriés, mandarins et notables prévaricateurs, grèves ouvrières... Le journal possède un réseau de correspondants dans tous les secteurs sociaux qui lui adresse nombre d'informations.

Dans un rapport, le gouverneur de Cochinchine note, que le journal, malgré un faible tirage (1500 exemplaires) « *circule de mains en mains, traduit au besoin, commenté en petits groupes.../... représente ainsi le cahier de revendications de tous les mécontentements...* ».

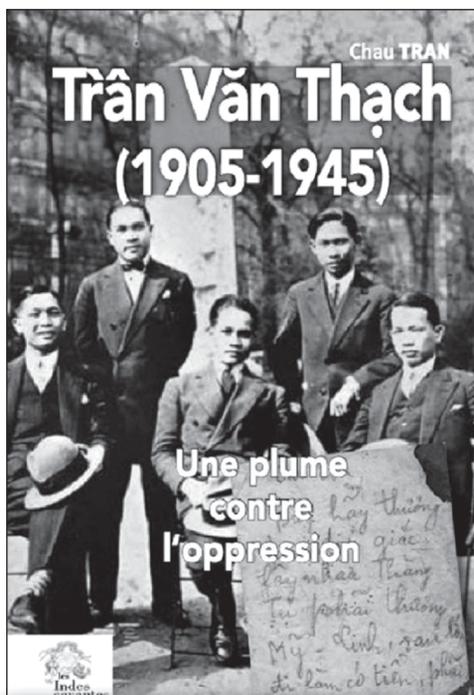
Il ne croit pas si bien dire, car *La Lutte* va jouer rôle de premier plan dans la constitution du Congrès indochinois.

La victoire du Front Populaire en France en mars 1936 redonne à beaucoup l'espoir de réelles réformes dans les colonies. À l'initiative du journal, Nguyễn An Ninh signe le 29 juillet 1936 un appel « *aux hommes de toutes tendances pour la convocation d'un Congrès indochinois en vue d'élaborer un cahier de vœux à présenter au gouvernement métropolitain* ».

Très vite, beaucoup de comités d'action de travailleurs se constituent, plus de 600 en deux mois en Cochinchine selon les rapports de la Sûreté. Et l'enthousiasme gagne aussi les protectorats du Tonkin et d'Annam. Même le parti constitutionnaliste de Bui Quang Chiêu, qui représente les classes aisées vietnamiennes, adhère au principe du Congrès. L'engouement est tel, que les autorités coloniales inquiètes, font pression sur le ministre des Colonies Marius Moutet qui, le 9 septembre, interdit le Congrès Indochinois. Si les comités d'action sont dissous, ils continuent souvent leurs activités de manière clandestine. Des grèves éclatent. Accusée « *d'exciter les foules* » la direction de *La Lutte* est emprisonnée. Après plusieurs semaines de détention, les trois détenus entament une grève de la faim, au onzième jour ils sont libérés. Leur prestige est alors immense. Un rapport de police affirme alors : « *Disons tout de suite que ce sont les éléments trotskystes qui, en réalité, dirigent l'action parce qu'ils dominent nettement leurs compagnons* [les staliniens]

par leur dynamisme et l'intelligence de leur action ».

L'année 1937, comme les derniers mois de l'année précédente, est marquée par une série de grèves ouvrières, de manifestations ou révoltes de paysannes, le mouvement revendicatif atteint même les fonctionnaires. C'est un peu, en différé, le Juin 36 qu'a connu la France l'année précédente. À nouveau les principaux responsables de *La Lutte*, de quelques tendances qu'ils soient, se retrouvent sous des prétextes divers, derrière les barreaux. C'est



33 euros, 358 pages,
Éditions Les Indes Savantes, novembre 2020

au milieu de ce moment intense de la lutte des classes que se produit la rupture du Front Unique que constitue *La Lutte*.

LA RUPTURE

Les dirigeants du Parti Communiste Indochinois, après plusieurs incitations et mises en demeure, venues de l'extérieur, mettent fin à cette expérience unique. Les procès de Moscou avec ses invraisemblables accusations sont passés par là. Par ailleurs, le soutien au Front Populaire en France devient problématique. Si les mesures d'amnistie des prisonniers politiques et la promulgation du décret Blum-Moutet qui a, pour la première fois, réglementé le « travail libre » en Indochine ont été salués comme un énorme progrès, l'acharnement judiciaire contre toute contestation indique que rien ne change dans l'ordre colonial.

À partir de juin 1937, *La Lutte* est officiellement l'organe du groupe trotskyste de Saïgon. Ta Thu Thau en prison (du 2 juillet 1937 au 2 mars 1939), Thach prend en

charge ses éditoriaux.

Malgré la scission et la campagne de calomnies des staliniens à son encontre, *La Lutte* consolide son influence. Les rédacteurs à partir d'octobre 1938 publient une édition en *quoc ngu* la langue vietnamienne sous le titre *Tranh dau*.

En avril 1939 surviennent les élections au conseil colonial. Même si cette instance a des pouvoirs limités, elle constitue une tribune publique pour diffuser des idées. Trois listes « indigènes » se présentent au scrutin. Or cette élection survient au moment où se mettent en place diverses mesures pour la guerre qui s'annonce. Un emprunt pour la défense nationale, l'augmentation des impôts et la création de taxes d'armement, l'embrigadement de tirailleurs supplémentaires ainsi que le projet d'envoyer des milliers de travailleurs en métropole pour l'effort de guerre¹. Le parti constitutionnaliste, sans surprise, soutient la « défense de l'Indochine » (française). Sous la bannière du Front démocratique, les partisans du PCI, auxquels s'est joint Nguyễn An Ninh, optent aussi, au nom du danger japonais, pour la défense de l'Indochine. A contrario, les candidats de *La Lutte* axent leur campagne contre le budget de défense arguant que les colonisés n'ont pas à payer l'effort de guerre de leurs oppresseurs coloniaux. Sous le mot d'ordre Front ouvrier et paysan, ils dénoncent l'effort de guerre et préconisent une assemblée constituante indochinoise élue au suffrage universel et un programme de mesure démocratique. Leurs meetings sont interdits. Le résultat est sans équivoque, ils remportent 80 % des voix exprimés dans le collège indigène. Le Front Démocratique est bon dernier, derrière les constitutionnalistes.

Quelques semaines plus tard la seconde guerre mondiale éclate. Auparavant la signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS avait permis au gouvernement français d'interdire et de dissoudre toute organisation communiste. Ce décret-loi appliqué en Indochine envoya près de 2000 personnes en prison sans faire de distinction entre les partisans de la 3^e ou 4^e Internationale.

Condamné à quatre ans de prison, Tran Van Thach part pour le bagne de Poulo Condor sur le même bateau que ses amis et ses adversaires.

Cellules surpeuplées, manque d'hygiène, sévices corporels, nourriture insuffisante et de mauvaise qualité, se conjuguent pour affaiblir les organismes. Une épidémie de dysenterie provoque la mort de

3000 personnes entre le milieu de 1941 et fin 1943, parmi eux, Nguyễn An Ninh, qui expire le 8 août 1943.

Trần Văn Thach est le porte-parole des prisonniers de sa cellule et pour éviter une punition collective, il se dénonce à la place d'un détenu. Il reçoit alors une centaine de coups de matraque qui manquent de le tuer. À sa libération il est assigné à résidence dans la « capitale de l'Ouest » Can Tho.

Dès le mois de mai 1945, les anciens membres de *La Lutte* tentent de former le Parti Ouvrier Socialiste du Viêt Nam et souhaitent relancer et coordonner les comités d'action qui avaient fait leur preuves avant-guerre. Ta Thu Thau part pour Hanoi afin de rétablir le contact avec les trotskystes du Tonkin. Apprenant la capitulation japonaise à Hué, il repart à Saigon. Arrêté à Quang Ngai par le Vietminh, il est assassiné à une date indéterminée entre fin août et début septembre 1945.

LA RÉVOLUTION D'AOÛT

Le 9 mars 1945, les militaires japonais qui, depuis 1940 peuvent stationner selon leur gré en Indochine, lancent l'opération *Meigo*, en une nuit, ils mettent fin à 80 années de présence française. Officiellement, ils remettent l'indépendance du Viêt Nam (sauf la Cochinchine) à l'empereur Bao Dai qui nomme alors un gouvernement composé de nationalistes modérés. Sans grand moyen, confronté à une famine terrible au Tonkin et à la désorganisation, le gouvernement Trần Trọng Kim disparaît quasiment lorsque le Japon annonce, le 15 août, qu'il va capituler. Débute alors la Révolution d'Août, dans tout le pays l'effervescence est à son comble. L'administration française mise hors-jeu et l'armée japonaise l'arme au pied, la concrétisation de l'indépendance semble à portée de main.

À Hanoi, le Vietminh s'empare du pouvoir laissé vacant. À Saigon, où la répression a affaibli le PCI à la suite de l'insurrection aventuriste de novembre 1940, ce sont les groupes nationalistes et les sectes politico-religieuses qui constituent, le 14 août, un Front national unifié. Des comités du peuple locaux se créent, l'agitation sociale se conjugue à la lutte indépendantiste. Des propriétés agricoles et des plantations sont occupées ainsi que des mines de charbon dans le Tonkin. Il est, dès lors, possible de conjuguer ces deux phénomènes et grâce à la constitution d'organismes démocratiques, comme les comités populaires, d'organiser un pouvoir du

peuple représentatif et pluraliste.

Cette période est très bien expliquée : la création du Front National Unifié qui regroupe les organisations nationalistes et les groupes politico-religieux et dont les premières mesures sont l'abolition de l'impôt personnel exécuté de tous et la libération des prisonniers politiques. Le 21 août une immense manifestation réunit 200 000 personnes. Le Vietminh, avec son chef local, Tran Van Giau, fait son apparition. Il est très minoritaire mais est renforcé par l'appui des Jeunesses d'Avant-Garde (JAG) une puissante organisation issue du scoutisme mis en place par Vichy, un accord sur l'armement avec les Japonais, et le soutien du PCI. Le 24 août, le FNU annonce sa collaboration avec le Vietminh. Le soir même le Vietminh et ses alliés s'emparent du pouvoir dans le Sud. Le 25 août une immense manifestation réunit un demi-million de personnes venues de tout le Sud à Saigon. Un gouvernement auto-proclamé se présente à la population : il n'est composé que de membres ou sympathisants du PCI. Beaucoup se sentent trahis. Le groupe *La Lutte* désire consolider un front commun mais il apparaît très vite que le PCI désire décider seul de la direction du mouvement. Lors d'une conférence publique le 30 août, Tran Van Thach est clairement menacé par Tran Van Giau. Les divergences portent aussi sur l'appréciation des luttes sociales en cours. Les occupations des plantations et des terres appartenant soit à des colons, soit à des grands propriétaires terriens indochinois sont dénoncées par le PCI comme des « provocations ». Autre divergence l'attitude vis à vis d'un éventuel débarquement des « Alliés ». Lors d'une grande manifestation le 2 septembre pour fêter l'indépendance du Viêt Nam, à côté de banderole proclamant « À bas le colonialisme » d'autres annonçaient en anglais « Bienvenue aux alliés ». Le PCI pense, qu'en étant partie prenante de la grande union sacrée, ces troupes lui permettront de consolider son pouvoir tout en lui conférant le prestige des vainqueurs qui ont terrassé le fascisme japonais. Pour donner des gages de respectabilité aux Alliés, le comité provisoire fait libérer les Français emprisonnés malgré l'indignation de la population.

À côté du groupe *La Lutte* une autre organisation trotskyste, la Ligue Communiste Internationaliste, avait réussi à organiser dans les centres ouvriers des comités du peuple et avançaient des mots d'ordre appelant à « l'indépendance totale » à la révolution sociale et à « l'armement

du peuple pour combattre les impérialismes ». Le 14 septembre la direction de la LCI et les délégués des comités furent arrêtés par les groupes armés du comité provisoire. La plupart seront assassinés par les séides du PCI les jours suivants. L'avant-veille, le 12 septembre, les forces alliées britanniques du général Gracey avaient débarqué sereinement et commençaient à restaurer l'ordre colonial français avec le concours de l'armée japonaise. Puis Gracey libéra et réarma les soldats français internés depuis le mois de mars. On peut dire que la guerre d'Indochine commence à ce moment. Tran Van Giau appela alors, un peu tard, à la résistance. La volonté d'hégémonie du PCI à travers le Vietminh ne pouvait masquer la réalité d'une résistance anti colonialiste hétérogène constituée de nationalistes, de groupes religieux Hoa Hao et CaoDaïste, et de communistes antistaliniens. Début octobre à l'initiative des Français, Tran Van Giau accepta une trêve de 10 jours qui permirent à ceux-ci de renforcer leurs positions.

Chassés de Saigon, les Vietnamiens combattent dans sa périphérie. Beaucoup de militants de *La Lutte* ou de la LCI perdront la vie durant ces combats, mais le pire est, qu'à l'issue des affrontements, ils furent désarmés, calomniés comme « traîtres » et fusillés par les staliniens. Trần Văn Thach et ses camarades furent emprisonnés dans la région de Ben Suc au Nord de Saigon et fusillés le 23 octobre 1945 par leurs geôliers. Ces assassinats se perpétuèrent les années suivantes et concernèrent d'autres forces politiques comme les Hoa Hao.

Ces multiples crimes ont non seulement divisé et affaibli le camp anticolonialiste dans la période tragique de la reconquête, ils ont aussi poussé ultérieurement les éléments les moins conscients politiquement, des enjeux en cours dans les bras de l'armée française.

Comme le note l'auteur : « *La révolution du mois d'août est souvent évoquée comme un moment glorieux dans l'histoire de la résistance de la Cochinchine. Pourtant elle se solda par un grand deuil pour le peuple : toute une génération d'intellectuels, de personnalités progressistes et de patriotes, parfois fauchés en pleine force de l'âge et à un moment où le pays avait tant besoin de ces hommes et de ces femmes pour se relever et construire l'avenir* ». □

1) Voir le site www.travailleurs-indochinois.org qui constitue une mine de renseignements inestimable sur le sujet.

Le stade Jakarta de l'impérialisme : Indonésie 65, singularité et ampleur d'une catastrophe modèle

PAR THIERRY LABICA

La destruction de masse survenue en Indonésie à partir d'octobre 1965 fait assurément partie de ces catastrophes « oubliées », faisant de l'immense Indonésie elle-même, quatrième pays le plus peuplé au monde et malle au trésor – de matières premières, de main-d'œuvre – une sorte de non-lieu, ou de sous-entendu de la mondialisation capitaliste.

Les massacres de masse, exterminations et génocides ont été nombreux au cours du 20^e siècle. Leur reconnaissance reste très contrastée, acquise pour certains, toujours contestée et refusée à d'autres, tandis que d'autres encore entrent à peine dans le champ de vision historique. À ce titre, d'ailleurs, le négationnisme prétendant contester la réalité de la destruction des Juifs d'Europe est une menace persistante d'autant plus grave et dangereuse que pour diverses autres catastrophes du 20^e siècle, le déni, l'effacement et l'oubli ont bel et bien fait leur œuvre. À titre d'exemple, ce n'est qu'en mai de cette année – 2021 – que, par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, l'Allemagne a reconnu le génocide des peuples Herero et Nama en Namibie entre 1904 et 1908 (« *Nous qualifierons maintenant officiellement ces événements pour ce qu'ils sont du point de vue d'aujourd'hui : un génocide* »). Quant à la reconnaissance du génocide arménien de 1915, celle-ci reste encore soumise aux aléas des rapports de forces diplomatiques de diverses puissances avec la Turquie.

Sans doute faut-il reconnaître, dans le silence historique concernant l'Indonésie, la trace même de l'effacement soudain de pans entiers de la société indonésienne, de ses institutions politiques et culturelles, de formes de vie entières au cours de l'année 1965-66. Depuis quelques années cependant, on doit au documentariste Joshua Oppenheimer d'avoir éveillé l'intérêt d'un large public pour cette histoire avec son stupéfiant « *The Act of Killing* », sorti en 2012 et suivi de « *The Look of Silence* » en 2014.

UN GÉNOCIDE AUX VISÉES ANTICOMMUNISTES

Prenant prétexte de l'arrestation ratée et de la mort de six officiers de l'armée indonésienne opposés au président indonésien et leader anti-impérialiste charismatique, Sukarno, le général Suharto lança, à partir d'octobre 1965, une entreprise de liquidation systématique du Parti communiste indonésien (PKI), à l'époque connu pour être le troisième plus grand parti communiste au monde après ceux d'URSS et de Chine. Furent englouties toutes les organisations ouvrières et populaires (syndicales, féministes, culturelles) et les individus qui avaient un lien réel, distant ou supposé avec le PKI. Le bilan est fréquemment estimé aux environs du million de morts.

Pour beaucoup de chercheurs travaillant sur les expériences génocidaires, la destruction du PKI relève bel est bien du génocide. Référence maintenant incontournable sur cet épisode, l'historien John Roosa¹ observe à ce propos :

« *La violence de masse perpétrée en 1965-66 en Indonésie semble à première vue d'ordre politique. C'était une purge d'un parti politique, l'élimination d'une tendance politique au sein du corps politique, un génocide politique. Les cibles de ces arrestations de masse et de ces meurtres étaient des personnes affiliées au parti communiste. Les victimes appartenaient à toutes sortes de secteurs de la société : paysans, professions libérales de classe moyenne, artistes, petits entrepreneurs, soldats, étudiants, enseignants, bureaucrates, et femmes au foyer. Ils avaient en commun leurs liens plus ou moins étroits avec le PKI et ses organisations de masse.* »

Pour Roosa, cependant, si l'on peut analyser cette répression en s'intéressant à l'État, à l'armée, aux milices, à la Guerre froide, entre autres, ces catégories risquent de faire passer à côté de la dimension économique du génocide : « *L'attaque de l'armée contre le PKI fut aussi un assaut contre la classe ouvrière. La littérature sur le meurtre de masse est souvent restée allusive sur ce point.* » Or, rappelle John Roosa, « *quasiment toutes les campagnes anticommunistes à travers le monde ont été simultanément des campagnes contre les organisations ouvrières. Et l'inverse est tout aussi vrai : presque tous les massacres contre les organisations ouvrières furent justifiés au nom de campagnes contre le communisme, que les organisations syndicales aient eu ou non un lien avec un parti communiste* ».

Rappelant nombre d'exemples de ce qui précède, Roosa en arrive à l'important constat selon lequel « *il est possible de lire des travaux sur les génocides sans jamais trouver de lien avec le capitalisme, et il est possible de lire des histoires marxistes sans trouver d'analyse à part entière du fait génocidaire.* » Pour cet auteur, l'une des singularités de l'épisode indonésien tient alors à ceci : « *L'histoire de la destruction complète des organisations ouvrières et le meurtre de masse de travailleurs en Indonésie en 1965-66 se trouvent à l'intersection des deux²* » : violence d'État et violence de classe, violence politique et violence économique.

Si John Roosa n'ignore et ne sous-estime en rien l'assistance qu'apportèrent les États-Unis et la Grande-Bretagne à cette entreprise d'extermination et à la consolidation durable du régime (parfaitement

brutal et corrompu de Suharto) qui a pris naissance avec elle, son analyse est particulièrement éclairante en ce qu'elle se concentre d'abord sur les dynamiques et rapports de forces internes à la société indonésienne elle-même, si méconnue : comment le communisme indonésien se caractérisait-il et quel était son degré de présence dans l'armée, déjà si omniprésente à tous les étages de la société indonésienne ? Quelles furent les séquences et les contrastes géographiques du carnage ? Voilà quelques-unes des questions explorées par Roosa.

Dans une perspective tout autre mais complémentaire, le journaliste et chercheur nord-américain Vincent Bevins a récemment enquêté sur la place occupée par le génocide politique indonésien dans la guerre anticommuniste globale. Dans *The Jakarta Method : Washington's Anticommunist Crusade & the Mass Murder Programme that Shaped Our World*³, il retrace dans une enquête très impressionnante la manière dont cette liquidation "réussie" – parallèlement à l'arrivée au pouvoir de la dictature militaire brésilienne – a servi de modèle et d'inspiration directe pour les stratégies d'élimination des mouvements de gauche en Amérique latine. Détail aussi sinistre que révélateur suivi par Bevins dans toute une partie du livre : « operation Jakarta » et « Jakarta arrive » furent les noms de code et expressions utilisés par les tortionnaires en préparation de leur passage à l'offensive. Bevins montre ainsi l'aura globale acquise par l'élimination sanglante du PKI, dont la signification ne se limitait donc en rien à la seule Indonésie, ni même au seul Sud-Est asiatique. Bevins explique par exemple qu'au début des années 1970 « dans le cadre de la collaboration entre le gouvernement brésilien et les forces de droite au Chili, le mot "Jakarta" acquit un usage nouveau. Dans les deux pays, la capitale de l'Indonésie avait désormais le même sens. Operação Jacarta [...] était le nom d'une étape secrète d'un plan d'extermination, selon la documentation réunie par la Commission Vérité du Brésil. Des témoignages recueillis après la chute de la dictature indiquent que Operação Jacarta faisait probablement partie de Operação Radar, qui visait à détruire la structure du parti communiste brésilien. Operação Jacarta entendait procéder à l'élimination physique des communistes. Elle appelait au meurtre de masse, tout comme en Indonésie. »

Si les Brésiliens ne commencèrent à entendre parler d'*Operação Jacarta* que

trois ans plus tard, le mot « Jakarta » fit rapidement son apparition publique au Chili : « Dans Santiago, surtout dans les quartiers Est de la ville, dans les collines, où habitaient les familles aisées, quelqu'un commença à placarder un message sur les murs, sous plusieurs formes : "Yakarta viene". "Jakarta se acera". Ou parfois, simplement : "Jakarta" ». Selon Bevins, les événements d'Indonésie étaient déjà présents dans le discours de droite au Chili depuis des années⁴.

UNE STRATÉGIE DU CHOC

Roosa rend compte de la complexité des dynamiques internes à la société indonésienne et à la dimension proprement de classe du génocide politique. Bevins montre l'aura acquise par les événements de 1965-66 et le véritable modèle d'extermination politique que l'armée indonésienne vint à représenter ailleurs dans le monde. Mais une troisième recherche, tout aussi récente, ajoute un élément de singularité tout à fait considérable concernant l'épisode indonésien. Pour l'historien Wen-Qing Ngoei, basé à Singapour, et pour résumer bien trop rapidement une de ses analyses importantes⁵, le massacre indonésien fut pour les États-Unis et leur allié britannique, une image inversée du Vietnam, un Vietnam réussi et aux implications régionales durables.

En Indonésie, l'armée sous le commandement de Suharto se chargea de tout ou presque. Nul besoin d'implication militaire directe : du renseignement, des listes de membres du PKI à éliminer, diverses formes de soutien logistique, des armes suffisaient. Grâce au « règne de la terreur contre le PKI » (selon un consul US sur place), une éventualité jugée désastreuse était effacée, celle de voir le « PKI dynamiser et unir la nation indonésienne » avec le risque d'une Indonésie « offrant un puissant exemple au monde sous-développé, rehaussant de ce fait la réputation du communisme, et faisant subir un revers au prestige de l'Ouest⁶ ».

Ainsi, et après la victoire des Britanniques au Malaya au bout de douze années de

guerre (rebaptisée « état d'urgence ») contre une insurrection communiste (entre 1948 et 1960), et après l'invention d'un nouveau pays « indépendant » (la Malaisie) aux frontières taillées pour les besoins postcoloniaux et néo-impérialistes de la Grande-Bretagne, l'Indonésie venait achever, en pièce maîtresse, le dispositif d'enserrement régional de l'Asie communiste : une succession d'alliés ro-US – Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines – formait maintenant un « arc d'endiguement » du Vietnam révolutionnaire et encerclait la Chine (jusqu'au Japon et à la Corée). En cela, si la défaite impérialiste au Vietnam fut certes bien réelle, la victoire anglo-américaine à échelle régionale, moins connue et reconnue, selon Ngoei, le fut tout autant. Les conséquences allaient en être profondes et durables.

Voilà certainement ce qu'illustrent aujourd'hui les très graves tensions actuelles en Mer de Chine méridionale où l'expansion chinoise signifie peut-être d'abord et avant tout la remise en cause d'un ordre régional anglo-US historique en Asie du Sud-Est, issu des stratégies d'anéantissement des luttes d'indépendance de la paysannerie sino-malaise et des charniers anti-communistes de Sumatra, Java ou Bali (avant que les mêmes catastrophes ne s'abattent sur le Timor oriental). □

- 1) Dans son troisième livre sur le sujet : *Buried Histories : The Anticommunist Massacres of 1965-66 in Indonesia*, Wisconsin U.P. 2020. On trouvera un long entretien de John Roosa à propos de ce livre sur le site de Contretemps <https://www.contretemps.eu>
- 2) Roosa, *Buried Lives*, p.214, 216.
- 3) *La méthode Jakarta : la croisade anticommuniste de Washington et le programme de meurtre de masse à l'origine de notre monde*, Public Affairs, 2020.
- 4) Bevins, *The Jakarta Method*, p. 193 & 194.
- 5) *Dans Arc of Containment : Britain, The United States and Anticommunism in Southeast Asia*, Singapore, ISEAS Publishing, 2019.
- 6) Cité par Mark Curtis, *Web of Deceit : Britain's Real Role in the World*, Vintage Original, 2003, p.399-400.



Documents anti-PKI

L'objectif du FLN le 17 octobre était de prouver que les masses étaient derrière lui

INTERVIEW DE CLARA ET HENRI BENOITS

Âgés respectivement de 96 et 90 ans, Henri et Clara Benoits sont parmi les témoins les plus précieux de la manifestation du 17 octobre 1961..

L'Anticapitaliste : À la date du 17 octobre quelles étaient vos liens avec les luttes des algériens chez Renault ?

Henri : Depuis mon arrivée chez Renault, j'entretenais des relations chaleureuses avec de nombreux militants algériens, notamment au sein de la CGT. Le fait que je sois connu de quelques-uns comme militant trotskiste facilitait les contacts. Les militants du MTLD savaient que le PCI les avait soutenu sans discontinuer depuis 1945. Nous étions en lien avec tous les courants algériens de l'usine qui allaient se retrouver dans FLN constitué sur l'usine de Renault Billancourt en avril 1956.

Clara : Entrée chez Renault en 1949, j'ai été déléguée du personnel du 1er collège qui regroupait ouvriers et employés mensuels, ce qui me permettait d'être en contact avec des délégués CGT ouvriers dont beaucoup d'algériens avec lesquels j'ai sympathisé. Certains étaient au PCF et nous participions ensemble aux grèves et manifestations. Les Algériens revendiquaient l'indépendance.

On a constitué dès 1955 un comité pour la Paix en Algérie, avec la reconnaissance de la demande d'indépendance, pour soutenir les Français qui aidaient les Algériens, position en marge de la CGT. Le Comité des mensuels pour l'Algérie ne regroupait pas seulement des militants CGT mais aussi CFTC.

Henri, tu étais militant à la CGT, mais aussi engagé politiquement...

J'ai été membre de la cellule trotskyste dans l'usine où je suis entré en 1950. Délégué CGT dans mon milieu de travail des

dessinateurs, j'ai constamment entretenu des liens avec toute l'immigration présente à Billancourt.

C'est pourquoi la IV^e Internationale m'a associé au travail clandestin de soutien pratique au FLN. La tâche essentielle se concentra au début sur l'édition de matériel en direction des travailleurs algériens. En complément, nous devions assurer l'hébergement, transitoire ou durable de militants FLN, et faciliter les transferts des cotisations du FLN.

Dans l'usine, certains militants du FLN connaissaient par les canaux de leur organisation mon engagement à l'extérieur mais, clandestinité oblige, ils ne m'en parlaient pas, sinon des sourires de connivence pour sceller notre complicité. Je cessai cette activité clandestine après mon interpellation par la DST en 1959. Mon activité s'orienta alors vers les ouvriers algériens du FLN de Renault, et l'AGTA. Début 1961, avec Clara nous sommes à l'initiative d'un Comité d'aide aux emprisonnés algériens pour envoyer des mandats aux emprisonnés dans les prisons et les camps d'internement comme celui du Larzac.

Témoins le 17 octobre

C'est une véritable guerre qui prévaut en France contre les Algériens. Dans les commissariats de police règne un racisme qui aggrave le sort des Algériens ; vexations, discriminations de toutes sortes et répression. Et la répression était permanente.

La Fédération de France du FLN a organisé cette manifestation pour protester contre

l'instauration du couvre-feu décidée par le Préfet Papon, interdisant aux Algériens, « Français musulmans » à l'époque, de sortir entre 20h30 et 5h30. Le FLN voulait ainsi faire la démonstration que les Algériens étaient derrière lui.

Nous avons été sollicités par un camarade de l'usine, en contact avec le FLN. Notre rôle : assister à la manifestation et témoigner fidèlement de son déroulement. Ne pas intervenir, quoiqu'il arrive : nous étions 5 de chez Renault. Notre témoignage a été remis dès le lendemain à Mohammedi Sadok, un des responsables de la Fédération de France du FLN. Tout est relaté dans le témoignage que nous avons fait pour Einaudi lors du procès que Papon lui a intenté en 1998. Plus de trente ans après les faits. Notre témoignage portait sur le parcours de la manifestation entre Opéra et le cinéma Le Rex au métro Bonne Nouvelle.

Quelques mois après, il y a la manifestation de Charonne qui pendant des années a contribué à l'effacement de la manifestation du 17 octobre...

Henri : Après l'indépendance de l'Algérie gagnée quelques mois plus tard, beaucoup de militants algériens sont repartis en Algérie. À partir des années 90, notamment avec le travail de Jean Luc Einaudi, la tendance s'inverse. Aujourd'hui le 17 octobre est plus visible que Charonne. Nous participons chaque année au rassemblement Quai Saint Michel où la Mairie de Paris a remplacé le tag « ici on noie les algériens » par une plaque peu visible. □